



Chapitre 3

ÉCONOMIE

3.1	Produit Intérieur Brut (PIB)	
3.1.1	Évolution du PIB	54
3.1.2	PIB par grand secteur d'activité (GSA)	55
3.2	Finances publiques	
3.2.1	Budget de l'État	56
3.2.2	Recettes de l'État	57
3.2.3	Dépenses de l'État	58
3.2.4	Fonds de Réserve Constitutionnel (FRC)	59
3.2.5	Évolution de l'Aide Publique au Développement (APD)	60
3.2.6	Monopoles exploités par l'État	62
3.2.7	Monopoles concédés par l'État	64
3.3	Emploi salarié	65
3.3.1	Secteur public	66
3.3.2	Secteur privé	69
3.3.3	Télétravail	74
3.4	Travailleurs indépendants	
3.4.1	Caractéristiques des travailleurs indépendants	75
3.4.2	Activités des travailleurs indépendants	76
3.5	Agents économiques	
3.5.1	Créations et radiations d'activité par GSA	77
3.5.2	Entités en activité au Répertoire du Commerce et de l'Industrie (RCI) ..	77
3.5.3	Gouvernance d'entreprises	78
3.6	Propriété industrielle	79
3.7	Chiffre d'affaires	
3.7.1	Évolution du chiffre d'affaires	80
3.7.2	Chiffre d'affaires par Grand Secteur d'Activité (GSA)	80
3.7.3	Chiffre d'affaires et nombre d'emplois selon le GSA	81
3.8	Indicateurs sectoriels	
3.8.1	Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	82
3.8.2	Commerce de détail	84
3.8.3	Commerce de gros	86
3.8.4	Hébergement et restauration	88
3.8.5	Industries manufacturières, extractives et autres	90
3.9	Activités financières	
3.9.1	Établissements financiers	92
3.10	Marché de l'immobilier	
3.10.1	Comparatif entre les ventes et les reventes d'appartements	93
3.10.2	Ventes immobilières	94
3.10.3	Reventes immobilières	95
3.10.4	Prix moyen	96
3.10.5	Reventes immobilières par quartier	97
3.10.6	Transactions immobilières Hors Habitation	98
3.11	Numérique	99
3.12	Tourisme	
3.12.1	Secteur hôtelier	100
3.12.2	Structures d'accueil pour tourisme d'affaires	103
3.12.3	Croisières	104
3.13	Commerce extérieur	
3.13.1	Échanges commerciaux	105
3.13.2	Échanges commerciaux par famille de produits (A17)	106
3.13.3	Balance commerciale	106
3.13.4	Échanges commerciaux par zone géographique	107
3.13.5	Échanges commerciaux par pays	108
3.13.6	Convention de Washington - Espèces CITES	108

Introduction

Les statistiques sectorielles de l'économie monégasque sont étudiées suivant le découpage en Grands Secteurs d'Activité (GSA) défini par l'IMSEE suite à l'adoption de la Nomenclature d'Activités Française (NAF rév. 2, 2008) au 1er janvier 2012. Dans le but d'être au plus proche de la réalité du tissu économique monégasque, douze grands secteurs d'activité, qui forment une agrégation des 88 divisions (niveau 2) de la NAF rév. 2, 2008 ont été retenus :

Activités financières et d'assurance : Ce secteur comprend les activités des services financiers, y compris les activités d'assurance, de réassurance comme par exemple les banques, la gestion de portefeuilles et de fonds, les agences d'assurance ainsi que les caisses de retraite (Divisions NAF 64 à 66);

Commerce de gros : Ce secteur regroupe l'ensemble des activités d'achat et/ou vente des biens et des services exclusivement à d'autres entreprises ou acheteurs professionnels. Ce grand secteur comprend le commerce de gros pour compte propre ou pour le compte de tiers (intermédiaires du commerce) et concerne les activités de commerce intérieur ou le commerce de gros international (importation/exportation) (Division NAF 46);

Commerce de détail : Ce secteur comprend la revente (vente sans transformation) au public de biens neufs ou d'occasion. En Principauté, le commerce et la réparation d'automobiles et de motocycles sont inclus dans le commerce de détail (Divisions NAF 45 et 47);

Hébergement et restauration : Ce secteur comprend la mise à disposition de lieux d'hébergement pour des séjours de courte durée pour des visiteurs ou d'autres voyageurs ainsi que les activités consistant à fournir des repas complets ou des boissons pour consommation immédiate comme par exemple les hôtels, les restaurants (traditionnels ou proposant des plats à emporter) et les bars (Divisions NAF 55 et 56) ;

Industries manufacturières, extractives et autres : Ce secteur regroupe l'ensemble des activités tournées vers la production en série de biens grâce à la transformation des matières premières ou de matières ayant déjà subi une ou plusieurs transformations et à l'exploitation des sources d'énergie. Ce grand secteur comprend également l'agriculture, la production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau, l'assainissement ainsi que l'artisanat (Divisions NAF 01 à 39);

Activités immobilières : Ce secteur comprend les activités de bailleurs, d'agents et/ou de courtiers dans l'un ou plusieurs des domaines suivants : vente ou achat de biens immobiliers, location de biens immobiliers, prestation d'autres services liés à l'immobilier telle que l'évaluation de biens immobiliers ou l'activité d'agent fiduciaire en immobilier. Est également comprise la promotion immobilière en vue d'une exploitation propre (Division NAF 68);

Construction : Ce secteur comprend les activités de construction générale et de construction spécialisée pour les bâtiments et le génie civil (chantiers de construction neuve, les rénovations, les réparations, les extensions et les transformations et le montage de bâtiments préfabriqués). Ce grand secteur comprend également les activités de promotion immobilière dès lors qu'elles réunissent les moyens financiers, techniques et humains nécessaires à la réalisation de projets immobiliers destinés ultérieurement à la vente (Divisions NAF 41 à 43);

Transport et entreposage : Ce secteur regroupe les activités liées au transport, régulier ou non, de passagers et de marchandises, par rail, par route, par conduites, par eau ou par air et les activités connexes, telles que l'exploitation des infrastructures de transport, la manutention du fret, l'entreposage, etc. Ce grand secteur inclut également la location de matériel de transport avec chauffeur ou pilote, ainsi que les activités de poste et de courrier (en dehors des activités couvertes par le monopole postal, La Poste Monaco étant rattachée à la France) (Divisions NAF 49 à 53);

Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien : Ce secteur comprend l'ensemble des activités professionnelles, scientifiques et techniques spécialisées nécessitant un niveau de formation élevé et apportant des connaissances et compétences spécialisées aux utilisateurs, ainsi que l'ensemble des diverses activités de soutien aux activités générales des entreprises comme par exemple les experts comptables, les notaires, les architectes, les agences de voyage, les agences d'intérim, etc... (Divisions NAF 69 à 82);

Autres activités de services : Ce secteur regroupe les activités destinées à répondre aux intérêts du grand public en matière de culture, de divertissement et de loisirs, y compris les spectacles et l'exploitation de musées, d'équipements sportifs et récréatifs ainsi que les activités des organisations associatives, la réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques ainsi que diverses activités de services personnels non classées ailleurs (pressings, coiffeurs, instituts de beauté par exemple) (Divisions NAF 90 à 99);

Information et communication : Ce secteur comprend la production et la distribution de produits d'information et de produits culturels, la mise à disposition de moyens permettant de transmettre ou de distribuer ces produits, ainsi que les données ou les communications. Il comprend également les activités liées aux technologies informatiques, les services de traitement des données et d'autres services d'information (Divisions NAF 58 à 63);

Administration, enseignement, santé et action sociale : Ce secteur regroupe les activités de nature gouvernementale, l'enseignement à tous les niveaux et pour toutes les disciplines (comprenant l'enseignement pour adultes), les activités de soins assurées par des professionnels de la santé dans des établissements hospitaliers et d'autres structures médicales ainsi que la prestation de divers services d'action sociale (Divisions NAF 84 à 88).

3.1. Produit Intérieur Brut (PIB)

3.1.1. Evolution du PIB

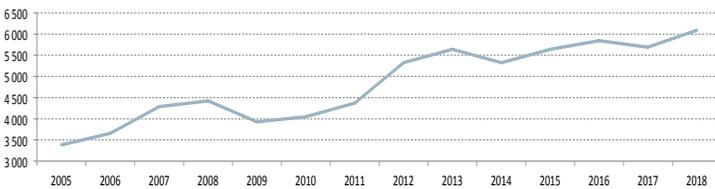
Le PIB monégasque pour l'année 2018 dépasse pour la première fois les 6 milliards d'euros pour atteindre 6,09 milliards d'euros contre 5,69 milliards en 2017. Il augmente de +6,1 % en volume, correction faite de l'inflation.

Évolution du PIB en valeur et en volume

	2014	2015	2016	2017	2018
PIB en valeur en millions d'euros	5 321,3	5 643,6	5 847,7	5 693,0	6 087,0
Indice des prix ⁽¹⁾	100,0	101,1	101,7	102,1	102,9
PIB en volume en millions d'euros	5 321,3	5 580,1	5 772,7	5 574,2	5 913,3
Evolution en volume	7,2%	4,9%	3,5%	-3,4%	6,1%

Source : IMSEE

Évolution du PIB en valeur



Source : IMSEE

Unité : million d'euros

Évolution du PIB «per capita»

	2014	2015	2016	2017	2018
PIB en millions d'euros courants	5 321,3	5 643,6	5 847,7	5 693,0	6 087,0
Population totale retenue	80 818	81 131	81 059	83 797	85 876
PIB «per capita» en euros courants	65 842	69 562	72 141	67 938	70 881
Indice des prix	100,0	101,1	101,7	102,1	102,9
PIB «per capita» en euros constants	65 842	68 779	70 959	66 520	68 858
Evolution en volume	4,5%	4,5%	3,2%	-6,3%	3,5%

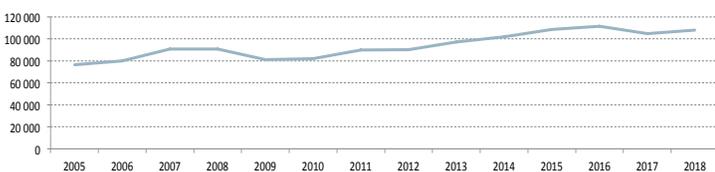
Source : IMSEE

Évolution du PIB «par salarié»

	2014	2015	2016	2017	2018
PIB en millions d'euros courants	5 321,3	5 643,6	5 847,7	5 693,0	6 087,0
Population totale retenue	52 239	51 956	52 447	54 303	56 303
PIB «par salarié» en euros courants	101 864	108 623	111 498	104 838	108 112
Indice des prix	100,0	101,1	101,7	102,1	102,9
PIB «par salarié» en euros constants	101 864	107 400	109 670	102 650	105 026
Evolution en volume	4,3%	5,4%	2,1%	-6,4%	2,3%

Source : IMSEE

Évolution du PIB par salarié en valeur



Source : IMSEE

Unité : euros

DEFINITION :

PIB : Le Produit Intérieur Brut (PIB) représente le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes comme indicateur de revenu. La valeur ajoutée est à l'origine de tous les revenus. Le PIB est un agrégat égal à la somme des revenus primaires distribués par les unités productrices résidentes.

En 2018, toutes les composantes du PIB progressent. C'est l'Excédent Brut d'Exploitation qui augmente le plus (+11,0 %) après s'être contracté en 2017 de -9,0 %.

L'emploi continue de croître en 2018, dans le privé comme dans le public (+2 000 salariés supplémentaires (+3,7 %) au mois de décembre. La masse salariale augmente (+2,7 %). Elle représente près de la moitié du PIB (46,6 %) hors subventions. Cela correspond à la redistribution sous forme de salaires et cotisations de la richesse annuellement créée.

Les impôts versés sur les produits augmentent assez fortement en valeur (+8,7 %), comme en volume (corrige de l'inflation +7,8 %). Ils contribuent à hauteur de 12,7 % à la richesse produite. C'est principalement la croissance de la TVA mais aussi celles des droits de mutation et de la TVA immobilière qui expliquent cette augmentation.

Le montant des subventions continue de progresser (+1,7 %) mais plus faiblement qu'en 2017 (+16,1 % en raison principalement de la création du Fonds dépendance et des sommes allouées à la Transition énergétique).

Le PIB par salarié s'élève à 108 112 euros. Il progresse de +2,3 % en volume.

La population de référence retenue pour le calcul du PIB «per capita» comprend deux composantes : la population résidente et celle salariée non-résidente présente sur le territoire économique.

3 | ÉCONOMIE

3.1. Produit Intérieur Brut (PIB)

3.1.2. PIB par grand secteur d'activité (GSA)

Trois secteurs créent près de la moitié (43,9 %) de la richesse produite en Principauté :

- les Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien (17,9 %) ;
- les Activités financières et d'assurance (15,9 %) ;
- les Activités immobilières (10,0 %) qui profite du recul de la Construction pour monter sur le podium.

Évolution du PIB en valeur selon les GSA

	2014	2015	2016	2017	2018	Var 17/18	Poids
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	835,5	837,5	866,7	967,0	1 090,1	12,7%	17,9%
Activités financières et d'assurance	897,4	947,7	939,1	1 011,1	969,9	-4,1%	15,9%
Activités immobilières	540,5	494,2	520,2	567,0	611,1	7,8%	10,0%
Construction	415,5	718,8	837,9	494,3	575,9	16,5%	9,5%
Commerce de gros	483,9	541,9	510,3	479,6	564,8	17,8%	9,3%
Administration, enseignement, santé et action sociale	409,6	404,3	406,1	411,2	423,2	2,9%	7,0%
Hébergement et restauration	347,0	374,2	360,3	466,5	513,6	10,1%	8,4%
Commerce de détail	355,8	334,3	343,4	346,0	334,6	-3,3%	5,5%
Information et communication	244,2	250,2	271,8	302,4	317,1	4,9%	5,2%
Autres activités de service	343,3	266,8	370,6	194,6	260,7	34,0%	4,3%
Industries manufacturières, extractives et autres	256,6	274,5	229,4	234,4	220,2	-6,1%	3,6%
Transport et entreposage	192,1	199,1	192,0	218,6	205,9	-5,8%	3,4%
PIB en valeur	5 321,3	5 643,6	5 847,7	5 693,0	6 087,0	6,9%	100,0%

Source : IMSEE

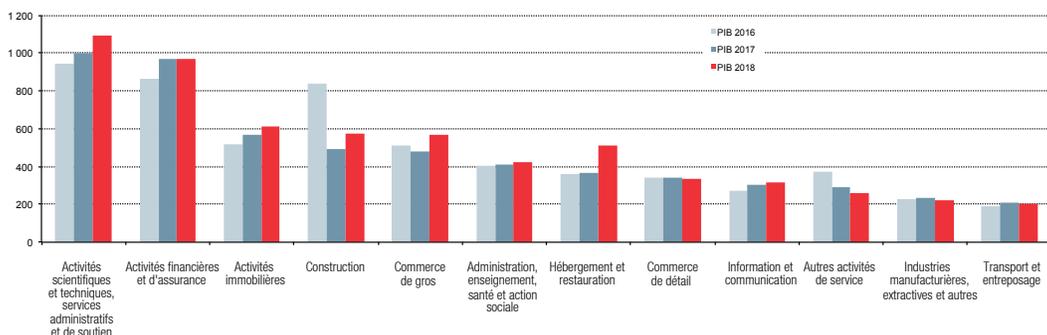
Unité : million d'euros

Les Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien dépassent pour la première fois le milliard d'euros (1,09 Mds euros) et deviennent le premier contributeur du PIB monégasque. Elles profitent à la fois de très bons résultats (+12,7 %) et du recul des Activités financières et d'assurance (-4,1 %) dû principalement au départ d'un important agent économique.

Après deux ans de baisse, le Commerce de gros retrouve de la croissance (+17,8 %) et atteint son plus haut historique.

Le commerce de détail est en repli (-3,3 %) et revient à son niveau de 2015.

Le PIB de l'industrie se contracte (-6,1 %) pour atteindre son plus bas historique.



Source : IMSEE

Unité : million d'euros

3.2. Finances publiques

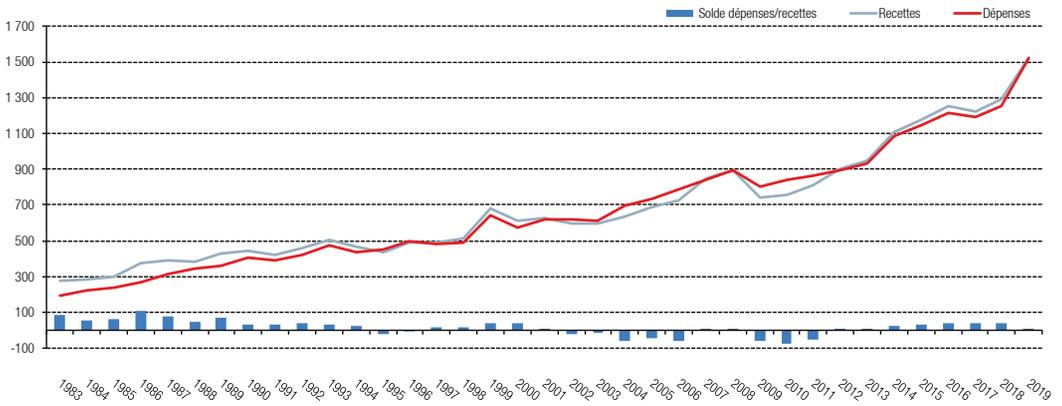
3.2.1. Budget de l'État

	2015	2016	2017	2018	2019
Recettes	1 173,0	1 251,2	1 225,6	1 292,1	1 523,7
Dépenses	1 144,0	1 215,3	1 189,0	1 253,7	1 519,9
Dépenses ordinaires	733,2	747,1	798,9	842,2	901,3
Dépenses équipement	410,7	468,3	390,1	411,4	618,7
Solde dépenses/recettes	29,0	35,9	36,6	38,4	3,8

Source : Direction du Budget et du Trésor

Unité : million d'euros

Évolution du budget de l'État



Source : Direction du Budget et du Trésor

Unité : million d'euros

3.2. Finances publiques

3.2.2. Recettes de l'État

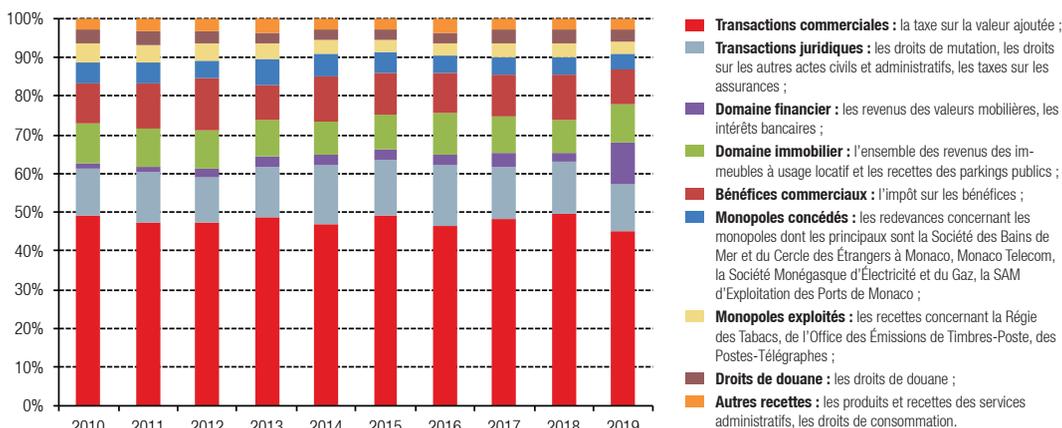
Évolution des recettes de l'État

	2015	2016	2017	2018	2019
Transactions commerciales (TVA)	575,7	579,8	590,8	640,9	689,7
Transactions juridiques	172,1	195,9	168,5	173,6	181,9
Domaine financier	27,8	34,0	42,6	28,5	163,3
Domaine immobilier	107,9	139,7	116,6	111,1	152,6
Bénéfices commerciaux	124,3	124,9	129,2	150,6	136,3
Monopoles concédés	65,3	60,0	58,2	56,0	63,1
Droits de douane	29,6	33,8	43,0	46,1	48,0
Monopoles exploités par l'État	37,5	39,5	41,0	47,4	46,6
Autres recettes	33,0	43,7	35,8	37,8	42,3
Total	1 173,0	1 251,2	1 225,6	1 292,1	1 523,7

Source : Direction du Budget et du Trésor

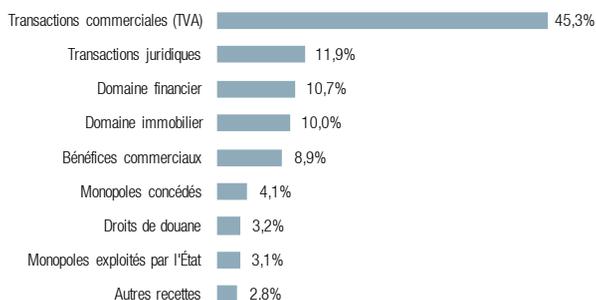
Unité : million d'euros

Évolution de la répartition des recettes de l'État



Source : Direction du Budget et du Trésor

Répartition des recettes de l'État en 2019



Source : Direction du Budget et du Trésor

3.2.3. Dépenses de l'État

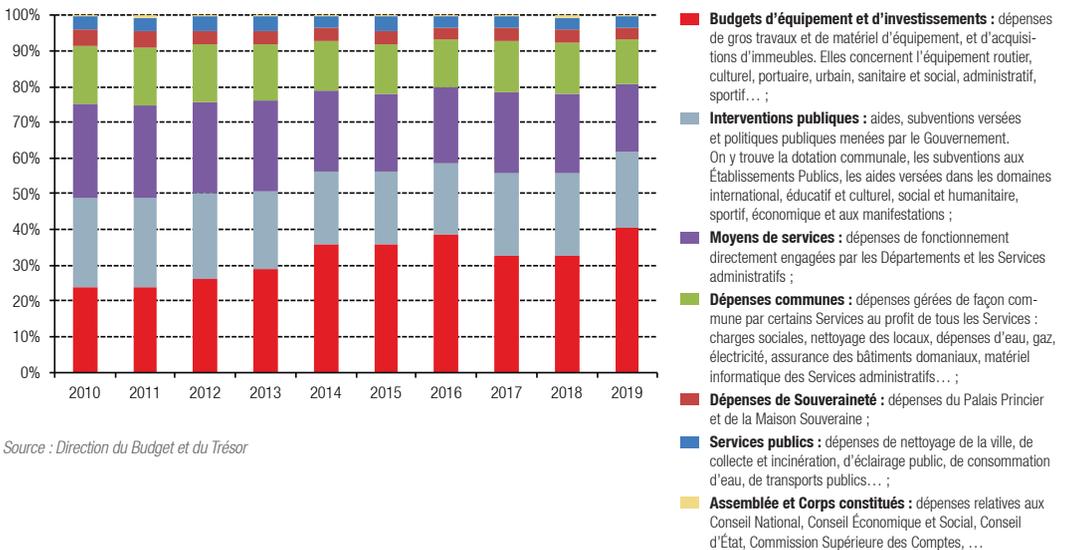
Évolution des dépenses de l'État

	2015	2016	2017	2018	2019
Équipement et investissements	410,7	468,3	390,1	411,4	618,7
Interventions publiques	231,0	241,6	272,9	287,7	317,5
Moyens de services	252,0	257,8	267,4	275,7	290,1
Dépenses communes	157,1	163,2	169,6	181,3	191,4
Dépenses de Souveraineté	43,5	42,8	45,7	47,3	48,3
Services publics	43,2	35,4	36,6	42,4	45,7
Assemblée et Coprs constitués	6,5	6,4	6,8	7,8	8,2
Total	1 144,0	1 215,3	1 189,0	1 253,7	1 519,9

Source : Direction du Budget et du Trésor

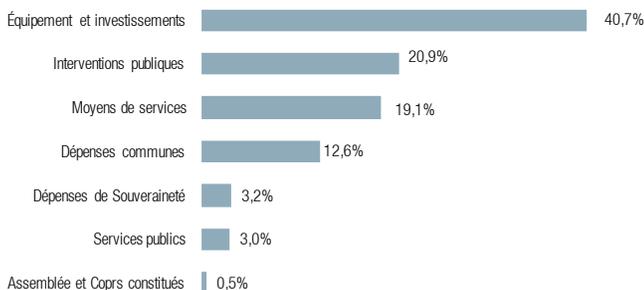
Unité : million d'euros

Évolution de la répartition des dépenses de l'État



Source : Direction du Budget et du Trésor

Répartition des dépenses de l'État en 2019



Source : Direction du Budget et du Trésor

3.2.4. Fonds de Réserve Constitutionnel (FRC)

Créé par la Constitution de 1962, le Fonds de Réserve Constitutionnel est la réserve, le « bas de laine » de l'État monégasque. C'est une entité comptable autonome, disposant d'un patrimoine propre et jouissant d'un statut particulier. En outre, en vertu de l'Ordonnance Souveraine n° 7.824 du 29/11/19, il comprend notamment un canton dédié à la couverture des engagements de retraite des fonctionnaires.

Les produits sont constitués, d'après la Constitution et l'Ordonnance Souveraine n°3.981 du 29/02/1968, de l'excédent des recettes sur les dépenses constaté après la clôture de l'exercice budgétaire ainsi que des produits de la gestion financière, de la gestion immobilière, des ventes des biens meubles ou immeubles. De même, sont incorporés au FRC les plus-values résultant de la réalisation d'actifs ou de la réévaluation des biens mobiliers et immobiliers.

Les dépenses comprennent, d'après la Constitution et l'Ordonnance Souveraine n°3.981 du 29/02/1968, l'excédent des dépenses sur les recettes constaté après la clôture de l'exercice budgétaire ainsi que les charges de la gestion financière, de la gestion immobilière, les achats de biens meubles ou immeubles et les moins-values dégagées par la réalisation ou la dépréciation de ces biens.

A fin décembre 2019, le montant de l'actif du Fonds de Réserve Constitutionnel s'élève à environ 5,7 Mds €. Il comporte :

- une réserve d'or de l'ordre de 250 M€ ;
- une partie « disponible » (liquide) de 2,5 Mds€ composée de titres de placements financiers (fonds communs de placement composés d'actions, d'obligations, etc.) et de disponibilités bancaires ;
- une partie « illiquide » de 2,9 Mds€. Elle est majoritairement composée d'immeubles (1,72 Mds €). La réévaluation des biens immobiliers se fait selon l'évolution de l'indice de la construction BT01. Ces biens immobiliers sont situés à Monaco ou dans les communes limitrophes, à l'exception des Ambassades. La valeur des immeubles est en légère diminution sur l'exercice (- 1,4 %) en raison des acquisitions, ventes et opérations réalisées ;

Les biens immeubles détenus par le FRC génèrent dans leur grande majorité des revenus locatifs, étant occupés par des entreprises, des commerces, ou des particuliers. La partie « illiquide » comporte également les participations de l'Etat dans des sociétés, notamment une partie des actions de la S.B.M. (47,9 % du capital) ou d'autres sociétés ayant des liens directs avec l'Etat, comme les concessionnaires SMEG, SMEAUX, la Société d'Exploitation du Grimaldi Forum, la Société d'Exploitation des Ports de Monaco, etc. Cette partie est de l'ordre de 745,7 M€. La participation de l'Etat dans Monaco Télécom (50 %) et une autre partie des actions de la S.B.M. (16,3 % du capital) relèvent en revanche de la comptabilité du Budget.

Enfin le FRC, lorsque cela est nécessaire, procède à des avances de trésorerie au budget de l'État.

Évolution de la répartition de l'actif du fonds



Source : Direction du Budget et du Trésor

Unité : million d'euros

3.2.5. Évolution de l'Aide Publique au Développement (APD)

Évolution de l'APD de Monaco

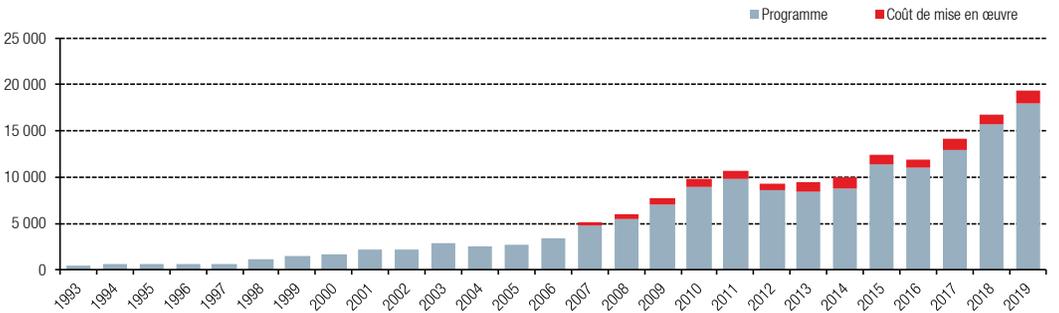
	2015	2016	2017	2018	2019
Programme	11 382	10 940	13 000	15 671	18 023
Coût de mise en œuvre	985	1 023	1 149	1 153	1 294
Total	12 366	11 963	14 149	16 823	19 317

Source : Direction de la Coopération Internationale

Unité : millier d'euros

L'APD Programme correspond aux sommes déboursées pour l'année. Les coûts de mise en œuvre correspondent aux frais de structure, aux frais de missions et aux salaires des agents de la Direction de Coopération Internationale.

Évolution de l'APD de Monaco



Source : Direction de la Coopération Internationale

Unité : millier d'euros

Évolution de l'APD selon le domaine d'intervention prioritaire

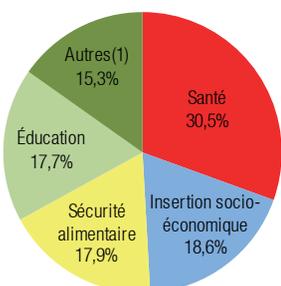
	2015	2016	2017	2018	2019
Santé	2 845	2 848	3 745	4 015	4 442
Insertion socio-économique	1 868	2 742	2 019	2 702	2 714
Sécurité alimentaire	n.d	n.d	n.d	1 231	2 612
Éducation	2 040	1 315	2 257	2 182	2 577
Autres ⁽¹⁾	1 124	1 716	1 534	1 314	2 222
Total	7 877	8 621	9 554	11 444	14 567

Source : Direction de la Coopération Internationale

Unité : millier d'euros

⁽¹⁾ inclut la sécurité alimentaire avant 2018

Répartition de l'APD par domaine d'intervention prioritaire en 2019



Source : Direction de la Coopération Internationale

SANTÉ

- Lutte contre les pandémies et les maladies négligées
- Amélioration de la santé maternelle et infantile
- Soutien aux systèmes de santé nationaux et accès aux soins médicaux

EDUCATION

- Accès à l'éducation et l'alphabetisation
- Soutien à la formation professionnelle

INSERTION SOCIO-ÉCONOMIQUE

- Assistance et insertion sociale des populations vulnérables
- Entrepreneuriat social / développement économique local (personnes en situation de handicap)

SECURITE ALIMENTAIRE

- Nutrition
- Production alimentaire et filières agricoles

AUTRES DOMAINES

- Protection civile
- Aide d'urgence
- Sensibilisation

3.2.5. Évolution de l'Aide Publique au Développement (APD)

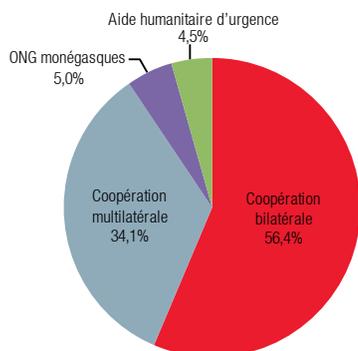
Évolution de l'APD selon le canal d'intervention

	2015	2016	2017	2018	2019
Coopération bilatérale	5 581	6 283	7 090	8 538	10 167
Coopération multilatérale	2 882	3 123	4 235	5 457	6 152
ONG monégasques	2 003	711	715	805	894
Aide humanitaire d'urgence	915	822	960	870	810
Total hors coûts de mise en œuvre	11 382	10 940	13 000	15 671	18 023

Source : Direction de la Coopération Internationale

Unité : millier d'euros

Répartition de l'APD par canal d'intervention en 2019



Source : Direction de la Coopération Internationale

La coopération monégasque se déploie selon quatre canaux d'intervention :

- Coopération bilatérale :** partenariats avec des États, des collectivités locales, des ONG mais également des Organisations Internationales pour des projets particuliers soutenus dans les pays d'intervention. B29:Q31
- Coopération multilatérale :** contributions obligatoires et volontaires versées aux Organisations Internationales telles que l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), le Programme Alimentaire Mondiale (PAM), etc.
- Partenariat avec les ONG monégasques :** co-financement de projets et renforcement de compétences pour les ONG de Monaco actives dans le domaine de la Solidarité Internationale (OSI). Soutien au Monaco Collectif Humanitaire (hospitalisation en Principauté d'enfants dont les pathologies ne sont pas opérables dans leur pays d'origine).
- Aide humanitaire d'urgence :** contribution volontaire en réponse à des crises humanitaires ou des catastrophes naturelles.

DEFINITIONS :

ONG : Organisations non gouvernementales.

OSI : Organismes de Solidarité Internationale.

3.2.6. Monopoles exploités par l'État

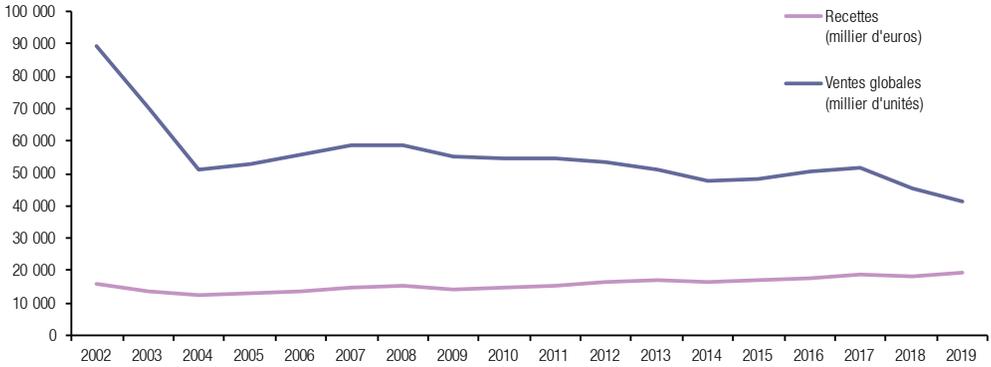
A. Régie Monégasque des Tabacs et Allumettes de Monaco

Évolution des résultats budgétaires – marché intérieur et sous douane

	2015	2016	2017	2018	2019
Ventes globales					
(millier d'unités)	48 329	50 765	52 013	45 536	41 599
Recettes					
(millier d'euros)	16 926	17 455	18 798	18 429	19 300

Source : Régie Monégasque des Tabacs et Allumettes de Monaco

Comparatif des recettes budgétaires et des ventes



Source : Régie Monégasque des Tabacs et Allumettes de Monaco

Vente de tabacs selon le type en 2019 – marché intérieur

	Unités	Poids	Valeurs ventes	Poids
Cigarettes	32 475	78,1%	14 041	72,8%
Cigares	131	0,3%	1 917	9,9%
Cigarillos	971	2,3%	591	3,1%
Tabacs à chauffer	6 008	14,4%	2 103	10,9%
Tabacs à rouler	1 186	2,9%	459	2,4%
Tabacs à pipe	64	0,2%	20	0,1%
Tabacs à narguilé	764	1,8%	158	0,8%
Total	41 599	100%	19 287	100%

Source : Régie Monégasque des Tabacs et Allumettes de Monaco

Unité : millier

3.2. Finances publiques

3.2.6. Monopoles exploités par l'État

B. Office des Émissions de Timbres-Poste

Comparatif des recettes budgétaires

	2015	2016	2017	2018	2019
Ventes de timbres	2 358 914	2 273 549	2 175 158	2 109 727	2 101 149
Valeur émission	65,2	67,7	72,5	77,6	83,6
Recettes budgétaires	2 870 596	2 590 246	2 627 181	2 496 883	2 513 637

Source : Office des Émissions de Timbres-Poste

Unité : euro

Évolution des résultats budgétaires



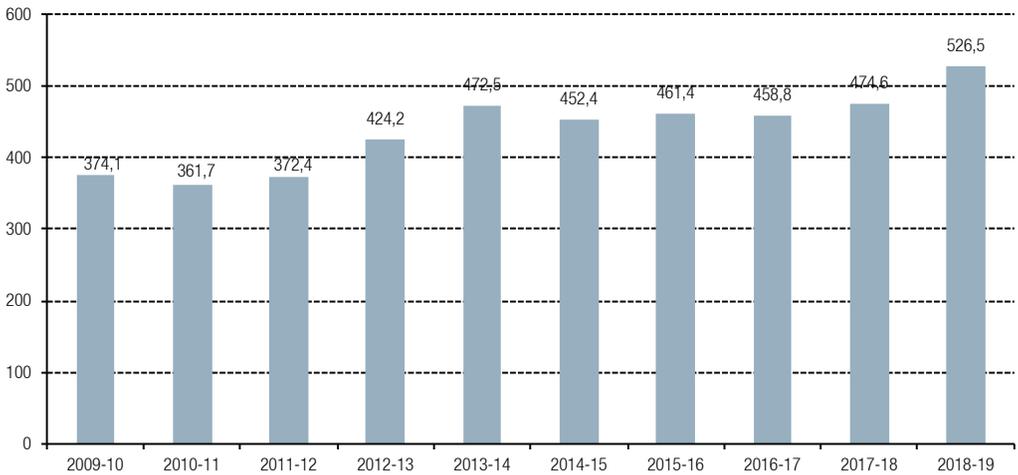
Source : Office des Émissions de Timbres-Poste

Unité : euro

3.2.7. Monopoles concédés par l'État

A. Société des Bains de Mer et du Cercle des Étrangers

Évolution du chiffre d'affaires



Source : Société des Bains de Mer et du Cercle des Étrangers

Unité : million d'euros

Total jeux 2018–19 : 222,7 millions d'euros**Total des travaux et acquisitions d'immobilisation en 2018–19 : 199,9 millions d'euros**

Évolution de l'effectif au 31 mars

	2015	2016	2017	2018	2019
Cadres	644	663	688	707	733
Agents de maîtrise & employés	3 520	3 441	3 460	3 506	3 616
Total	4 164	4 104	4 148	4 213	4 349

Source : Société des Bains de Mer et du Cercle des Étrangers

B. Autres monopoles concédés par l'État

Voir chapitres 1.3. Énergie pour la Société Monégasque d'Assainissement, la Société Monégasque des Eaux et la Société Monégasque de l'Électricité et du Gaz, 4.1. Transports et mobilité pour la Compagnie des Autobus de Monaco et 5.8. Poste et télécommunications pour La Poste et Monaco Telecom.

3 | ÉCONOMIE

3.3. Emploi salarié

Les données de l'emploi proviennent de deux sources différentes : la Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique (DRHFFP) pour le secteur public et les Caisses Sociales de Monaco (CSM) pour le secteur privé.

La partie 3.3.1. porte sur les effectifs de la Fonction publique et la partie 3.3.2. sur l'emploi du secteur privé (les travailleurs indépendants ne sont pas comptabilisés dans ces données). On distingue dans ce dernier deux unités distinctes : les salariés poids et les emplois.

Les établissements publics sont présentés à la fois dans les secteurs public et privé. En effet, les salariés des établissements publics cotisent aux CSM et sont donc comptabilisés dans le secteur privé. Toutefois, il faut aussi prendre en compte les Fonctionnaires nommés au sein des établissements publics (au nombre de 10 au 31 décembre 2019), qui pour leur part sont intégrés au secteur public.

Les établissements publics comprennent : le Centre Scientifique de Monaco, le Nouveau Musée National de Monaco, le Centre Hospitalier Princesse Grace (incluant les résidences A Quietudine et du Cap Fleuri, ainsi que le Centre Rainier III).

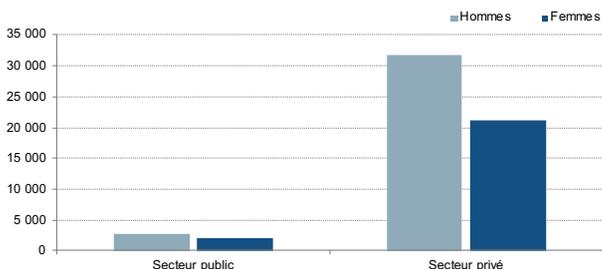
Sauf mention contraire, les données sont arrêtées à décembre 2019.

Évolution des effectifs selon le secteur

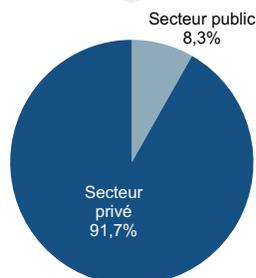
	2015	2016	2017	2018	2019
Secteur public	4 452	4 528	4 610	4 702	4 776
Secteur privé	47 504	47 919	49 693	51 601	53 091
dont établissements publics	2 466	2 500	2 550	2 664	2 734
Total	51 956	52 447	54 303	56 303	57 867

Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Répartition des effectifs selon le secteur et le sexe en 2019

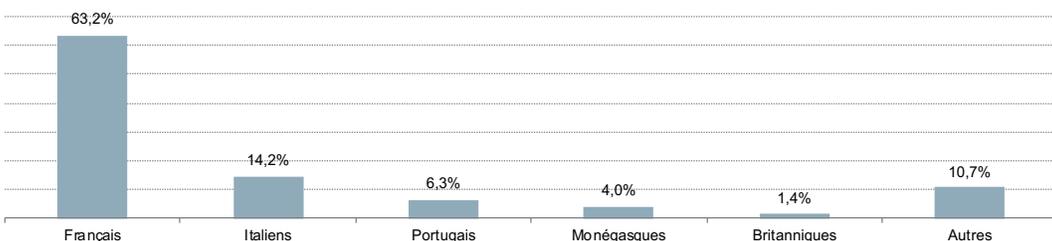


Répartition des effectifs selon le secteur en 2019



Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Répartition des salariés des secteurs public et privé selon la nationalité en 2019



Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

DEFINITIONS :

Salarié poids : Il s'agit de la représentation d'un salarié sous la forme d'un poids correspondant au prorata des heures effectuées chez ses différents employeurs.

Emploi : Un emploi correspond au couple salarié/employeur. Un emploi actif est un emploi pour lequel il aura été déclaré au moins une heure de travail ou un salaire non nul dans la période analysée.

3.3. Emploi salarié

3.3.1. Secteur public

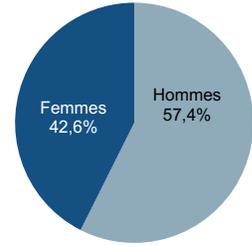
Caractéristiques des effectifs

Évolution du nombre de salariés du secteur public selon le sexe

	2015	2016	2017	2018	2019	Évol. 2018-19
Hommes	2 557	2 594	2 642	2 700	2 743	1,6%
Femmes	1 895	1 934	1 968	2 002	2 033	1,5%
Total	4 452	4 528	4 610	4 702	4 776	1,6%

Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, IMSEE

Répartition des salariés selon le sexe en 2019



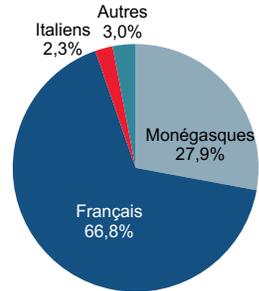
Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, IMSEE

Évolution du nombre de salariés du secteur public selon la nationalité

	2015	2016	2017	2018	2019	Évol. 2018-19
Monégasques	1 342	1 356	1 348	1 329	1 332	0,2%
Français	2 852	2 921	3 019	3 124	3 190	2,1%
Italiens	123	120	111	114	110	-3,5%
Autres	135	131	132	135	144	6,7%
Total	4 452	4 528	4 610	4 702	4 776	1,6%

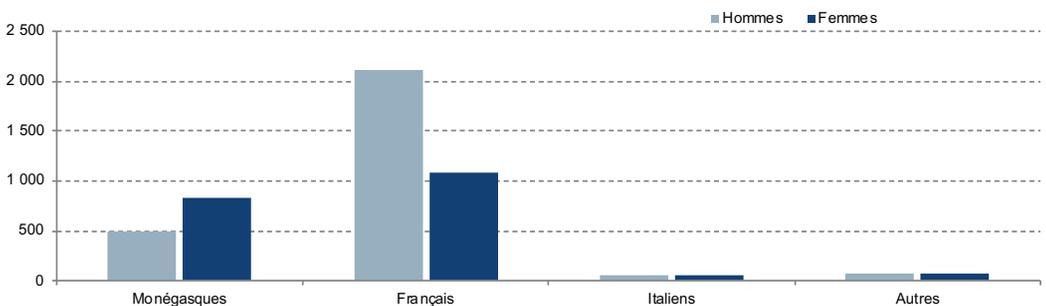
Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, IMSEE

Répartition des salariés selon la nationalité en 2019



Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, IMSEE

Nombre de salariés du secteur public selon le sexe et la nationalité en 2019



Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, IMSEE

3.3. Emploi salarié

3.3.1. Secteur public

Évolution du nombre de salariés du secteur public selon le lieu de résidence

	2015	2016	2017	2018	2019	Évolution 2018-19
Monaco	2 247	2 275	2 268	2 279	2 274	-0,2%
France, dont :	2 186	2 236	2 328	2 409	2 491	3,4%
Communes limitrophes ⁽¹⁾	998	1 002	1 039	1 089	1 120	2,8%
Alpes-Maritimes hors communes limitrophes	1 173	1 222	1 273	1 309	1 361	4,0%
Hors Alpes-Maritimes	15	12	16	11	10	-9,1%
Autres	19	17	14	14	11	-21,4%
Total	4 452	4 528	4 610	4 702	4 776	1,6%

Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, IMSEE

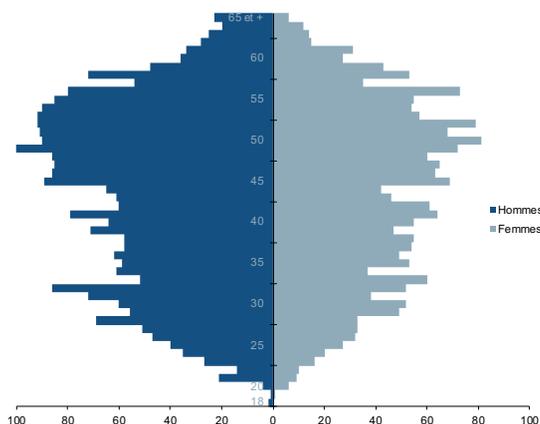
⁽¹⁾ Communes limitrophes : Beausoleil, Cap d'Ail, La Turbie et Roquebrune-Cap-Martin.

Nombre de salariés selon la commune de résidence en 2019

	2019
Monaco	2 274
Nice	519
Roquebrune-Cap-Martin	352
Beausoleil	347
Menton	325
Cap d'Ail	309
La Turbie	112
Èze	51
La Trinité	37
Peille	32

Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, IMSEE

Pyramide des âges de la Fonction publique en 2019



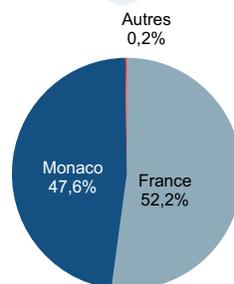
Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, IMSEE

DEFINITIONS :

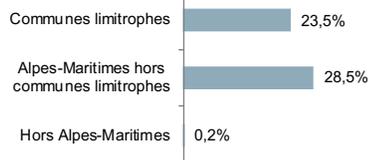
Âge moyen : moyenne de l'âge des individus qui constituent cette population.

Âge médian : âge qui divise la population en 2 groupes numériquement égaux, la moitié étant plus jeune, et l'autre moitié plus âgée.

Répartition des salariés selon le lieu de résidence en 2019



France, dont :



Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, IMSEE

Âge moyen et âge médian des salariés selon le sexe en 2019

	Âge moyen	Âge médian
Hommes	43,7	45,0
Femmes	43,7	45,0
Ensemble	43,7	45,0

Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, IMSEE

3.3. Emploi salarié

3.3.1. Secteur public

En 2019, 14 salariés sont rattachés à la Fondation Albert II de Monaco et à la Fondation Princesse Charline de Monaco. Avant 2017, ces salariés mis à disposition de ces fondations étaient comptabilisés à la Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique. 10 fonctionnaires sont nommés au sein des établissements publics en 2019. Les établissements publics comprennent : le Centre Scientifique de Monaco, le Nouveau Musée National de Monaco, le Centre Hospitalier Princesse Grace (incluant les résidences A Quietudine et du Cap Fleuri, ainsi que le Centre Rainier III).

Effectifs selon le rattachement administratif

Évolution des effectifs selon le rattachement administratif

	2015	2016	2017	2018	2019
Administration Gouvernementale	3 384	3 458	3 507	3 594	3 628
Département de l'Intérieur	1 832	1 873	1 910	1 947	1 955
Département de l'Équipement, de l'Environnement et de l'Urbanisme	718	720	733	737	731
Département des Finances et de l'Économie	291	295	296	293	299
Ministère d'État	236	246	242	273	295
Département des Affaires Sociales et de la Santé	214	234	241	256	258
Département des Relations Extérieures et de la Coopération	93	90	85	88	90
Commune	669	673	684	686	717
Palais Princier	190	190	191	198	196
Direction des Services Judiciaires	138	140	146	144	148
Commissions, Assemblées et Corps constitués	62	59	62	61	63
Fondations	n.a.	n.a.	10	10	14
Fonctionnaires nommés au sein des établissements publics	9	8	10	9	10
Total	4 452	4 528	4 610	4 702	4 776

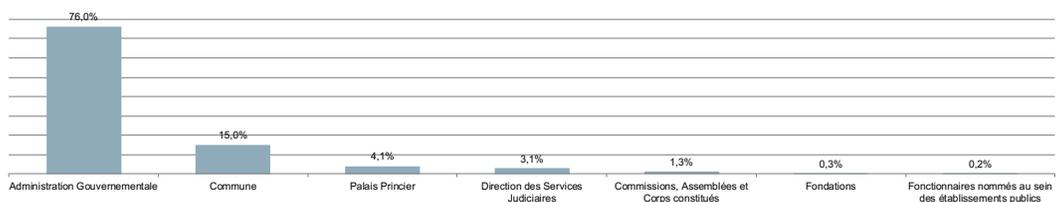
Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, IMSEE

Effectifs selon le rattachement administratif, la nationalité et le sexe en 2019

	Hommes	Femmes	Monégasques	Non Monégasques	Total
Administration Gouvernementale	2 176	1 452	1 032	2 596	3 628
Département de l'Intérieur	1 221	734	429	1 526	1 955
Département de l'Équipement, de l'Environnement et de l'Urbanisme	615	116	120	611	731
Département des Finances et de l'Économie	106	193	167	132	299
Ministère d'État	139	156	148	147	295
Département des Affaires Sociales et de la Santé	63	195	97	161	258
Département des Relations Extérieures et de la Coopération	32	58	71	19	90
Commune	329	388	193	524	717
Palais Princier	131	65	22	174	196
Direction des Services Judiciaires	67	81	28	120	148
Commissions, Assemblées et Corps constitués	29	34	41	22	63
Fonctionnaires nommés au sein des établissements publics et Fondations	11	13	16	8	24
Total	2 743	2 033	1 332	3 444	4 776

Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, IMSEE

Effectifs selon le rattachement administratif en 2019



Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, IMSEE

3.3. Emploi salarié

3.3.2. Secteur privé

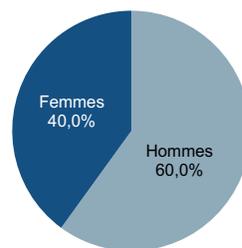
Caractéristiques des salariés

Évolution du nombre de salariés du secteur privé selon le sexe

	2015	2016	2017	2018	2019	Évol. 2018-19
Hommes	28 180	28 497	29 753	30 945	31 870	3,0%
Femmes	19 324	19 423	19 940	20 655	21 221	2,7%
Total	47 504	47 919	49 693	51 601	53 091	2,9%

Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Répartition des salariés selon le sexe en 2019



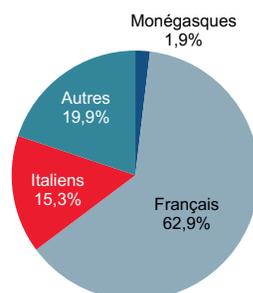
Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Évolution du nombre de salariés du secteur privé selon la nationalité

	2015	2016	2017	2018	2019	Évol. 2018-19
Monégasques	1 013	998	1 019	1 000	1 006	0,7%
Français	30 455	30 682	31 594	32 492	33 335	2,6%
Italiens	6 836	6 976	7 294	7 705	8 121	5,4%
Autres	8 851	9 105	9 563	10 178	10 531	3,5%
Non renseigné	350	158	224	226	98	-56,6%
Total	47 504	47 919	49 693	51 601	53 091	2,9%

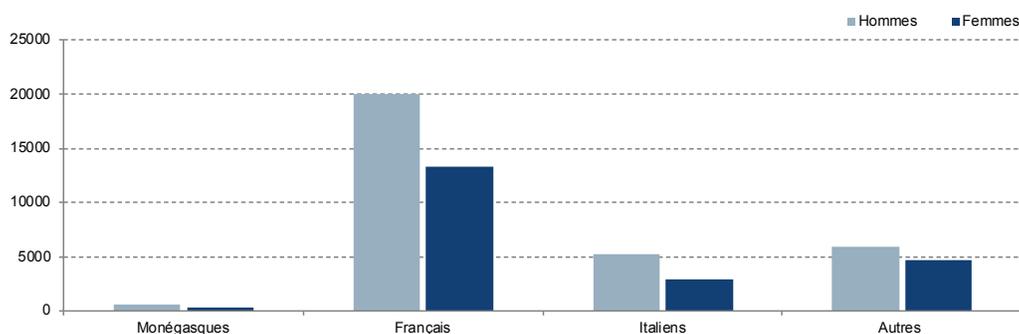
Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Répartition des salariés selon la nationalité en 2019



Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Nombre de salariés du secteur privé selon le sexe et la nationalité en 2019



Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

3.3.2. Secteur privé

Évolution du nombre de salariés du secteur privé selon le lieu de résidence

	2015	2016	2017	2018	2019	Évolution 2018-19
Monaco	6 778	6 613	6 538	6 448	6 369	-1,2%
France, dont :	36 205	36 972	38 417	39 885	41 344	3,7%
Communes limitrophes ⁽¹⁾	11 985	12 206	12 486	12 583	12 674	0,7%
Alpes-Matitimes hors communes limitrophes	23 918	24 424	25 620	26 986	28 321	4,9%
Hors Alpes-Matitimes	302	343	311	316	349	10,4%
Italie	3 704	3 728	3 966	4 222	4 481	6,1%
Autres	5	11	8	8	19	137,5%
Non renseignés	812	595	764	1 038	878	-15,4%
Total	47 504	47 919	49 693	51 601	53 091	2,9%

Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

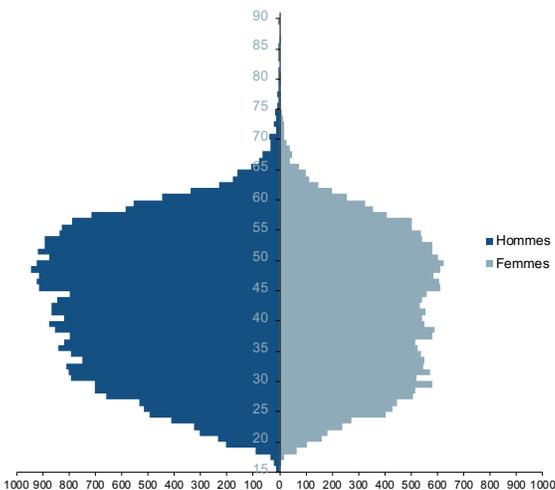
⁽¹⁾ Communes limitrophes : Beausoleil, Cap d'Ail, La Turbie et Roquebrune-Cap-Martin.

Répartition des salariés selon le lieu de résidence en 2019



Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Pyramide des âges des salariés du secteur privé en 2019



Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Âge moyen des salariés selon le sexe en 2019

	2019
Hommes	42,2
Femmes	41,6
Ensemble	42,0

Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

3.3. Emploi salarié

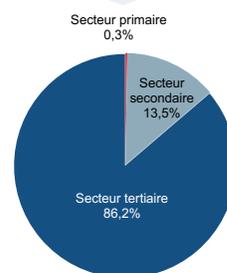
3.3.2. Secteur privé Salariés par secteur

Évolution du nombre de salariés du secteur privé selon le secteur économique

Secteurs économiques	2015	2016	2017	2018	2019	Évol. 2018-19
Secteur primaire	129	125	124	120	134	11,2%
Secteur secondaire	6 611	6 664	6 936	7 049	7 193	2,0%
Secteur tertiaire	40 764	41 131	42 633	44 431	45 764	3,0%
Total	47 504	47 919	49 693	51 601	53 091	2,9%

Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Répartition des salariés selon le secteur économique en 2019



Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

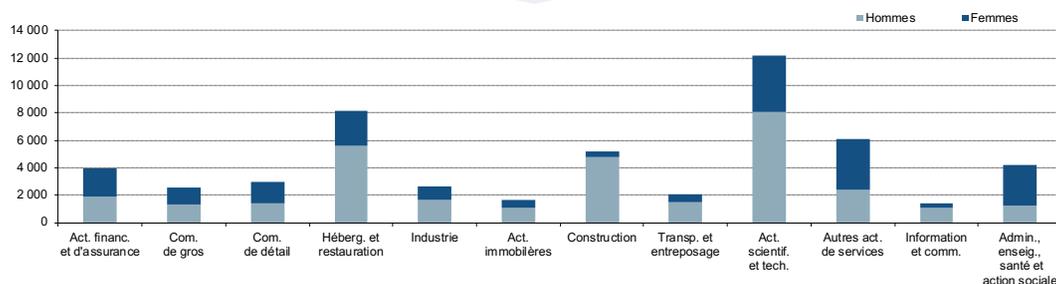
Évolution du nombre de salariés du secteur privé selon le GSA

	2015	2016	2017	2018	2019	Évol. 2018-19
Activités financières et d'assurance	3 720	3 802	3 845	3 880	3 983	2,7%
Commerce de gros	2 345	2 525	2 573	2 616	2 586	-1,1%
Commerce de détail	2 763	2 720	2 769	2 887	2 946	2,0%
Hébergement et restauration	5 756	5 514	7 703	7 791	8 166	4,8%
Industries manufacturières, extractives et autres	2 872	2 696	2 645	2 603	2 623	0,8%
Activités immobilières	1 533	1 654	1 611	1 617	1 640	1,4%
Construction	4 309	4 565	4 888	5 063	5 211	2,9%
Transport et entreposage	1 939	1 983	1 984	2 027	2 098	3,5%
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	10 180	9 886	10 688	11 754	12 193	3,7%
Autres activités de services	7 062	7 478	5 851	5 969	6 079	1,8%
Information et communication	1 193	1 216	1 195	1 304	1 384	6,2%
Administration, enseignement, santé et action sociale	3 832	3 880	3 941	4 091	4 184	2,3%
Total	47 504	47 919	49 693	51 601	53 091	2,9%

Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Les fortes variations entre 2016 et 2017 pour les secteurs de l'Hébergement et de la restauration et des Autres activités de services ne correspondent pas à l'évolution des emplois sectoriels. Elles sont le résultat d'une modification de classification des emplois d'une entité économique. En effet, cette société unique, qui avait des employés classés dans deux secteurs différents, fait l'objet d'une régularisation du classement statistique.

Nombre de salariés du secteur privé selon les grands secteurs d'activité et le sexe en 2019



Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

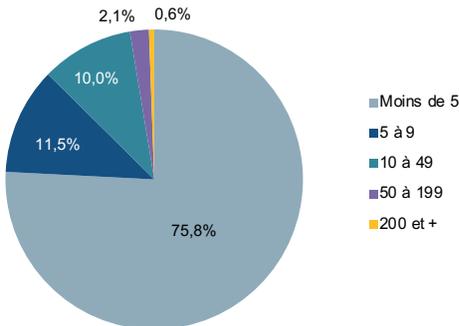
3.3.2. Secteur privé Employeurs

Répartition du nombre d'employeurs selon les GSA et la tranche de salariés en 2019

	Moins de 5	5 à 9	10 à 49	50 à 199	200 et +	Total
Activités financières et d'assurance	136	42	40	16	3	237
Commerce de gros	256	73	60	6	0	395
Commerce de détail	307	93	62	2	1	465
Hébergement et restauration	63	55	48	15	5	186
Industries manufacturières, extractives et autres	50	21	33	11	3	118
Activités immobilières	348	66	35	0	0	449
Construction	123	79	114	15	1	332
Transport et entreposage	48	26	38	9	0	121
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	409	131	115	33	15	703
Autres activités de services	2 819	84	37	11	3	2 954
dont employeurs des gens de maison	2 390	23	2	0	0	2 415
Information et communication	74	33	24	2	1	134
Administration, enseignement, santé et action sociale	53	11	14	7	3	88
Total	4 686	714	620	127	35	6 182
Total hors employeurs des gens de maison	2 296	691	618	127	35	3 767

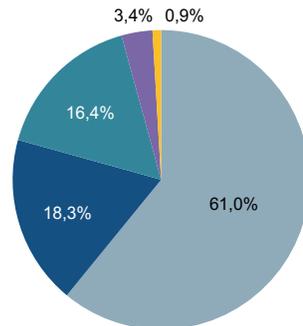
Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Répartition du nombre d'employeurs selon la tranche de salariés en 2019



Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Répartition du nombre d'employeurs selon la tranche de salariés en 2019 (hors employeurs de gens de maison)



Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

3.3. Emploi salarié

3.3.2. Secteur privé

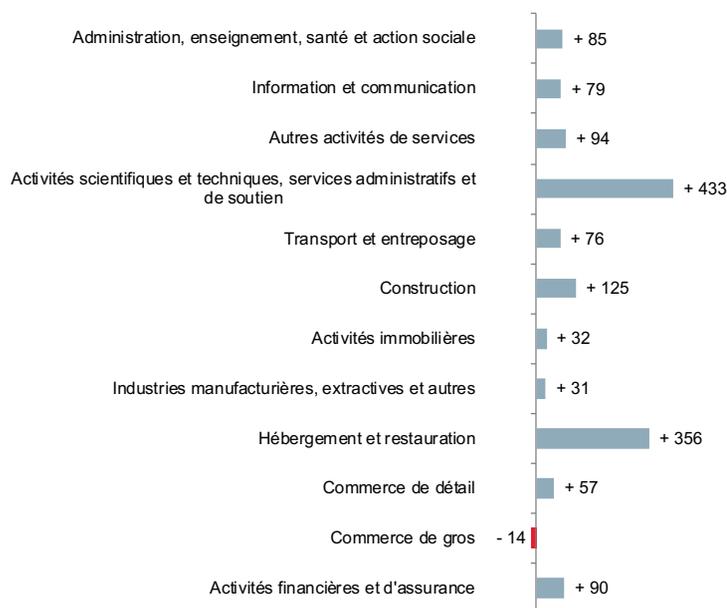
Emplois par grand secteur d'activité (GSA)

Évolution du nombre d'emplois selon le GSA

	2015	2016	2017	2018	2019	Poids
Activités financières et d'assurance	3 782	3 867	3 898	3 942	4 032	7,1%
Commerce de gros	2 417	2 589	2 623	2 671	2 657	4,7%
Commerce de détail	2 839	2 802	2 845	2 967	3 024	5,3%
Hébergement et restauration	5 940	5 694	7 938	8 044	8 400	14,8%
Industries manufacturières, extractives et autres	2 892	2 716	2 668	2 618	2 649	4,7%
Activités immobilières	1 653	1 787	1 722	1 723	1 755	3,1%
Construction	4 507	4 773	5 108	5 350	5 475	9,6%
Transport et entreposage	1 983	2 015	2 025	2 060	2 136	3,8%
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	11 292	11 164	12 231	13 385	13 818	24,3%
Autres activités de services	8 102	8 601	7 015	7 172	7 266	12,8%
Information et communication	1 215	1 241	1 215	1 323	1 402	2,5%
Administration, enseignement, santé et action sociale	3 911	3 951	4 015	4 172	4 257	7,5%
Total	50 533	51 200	53 303	55 427	56 871	100%

Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Solde 2018 – 2019 de créations / destructions d'emplois selon le GSA



Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

3.3.3. Télétravail

Après plusieurs années de négociation avec les autorités française, la Principauté de Monaco s'est dotée, en 2016, des textes juridiques permettant la mise en place du télétravail en créant un dispositif clair, encadré, et protecteur tant pour les salariés que pour les employeurs de la Principauté.

Ainsi, la Loi n. 1.429 du 04/07/2016 relative au télétravail prévoit qu'avant la mise en œuvre du dispositif au sein de son entreprise, l'employeur rédige un dispositif-cadre, qui doit être visé par la Direction du Travail.

C'est pour cette raison que les statistiques ci-après distinguent le nombre de dispositifs validés par la Direction du Travail, du nombre d'entreprises qui ont effectivement mis en place cette nouvelle forme d'organisation du travail, une fois leur dispositif visé par les autorités compétentes.

Il est important de rappeler également qu'à ce jour :

- compte tenu du cadre des négociations bilatérales, le télétravail n'est permis que pour les salariés domiciliés en Principauté ou en France,
- le télétravail n'est admis que dans le secteur privé.

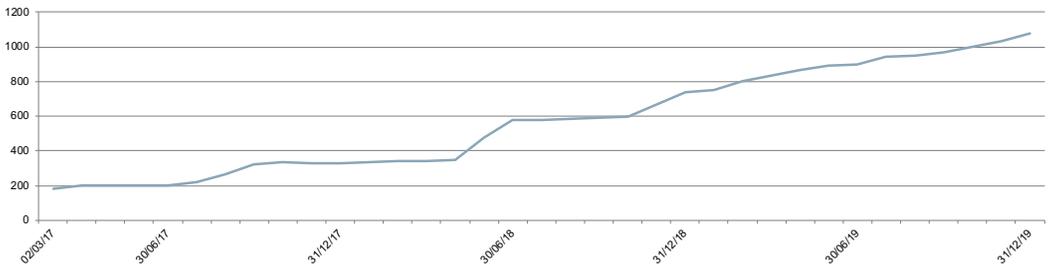
Les statistiques relatives au télétravail ont été mises en place à partir de mars 2017. Les données présentées sont arrêtées au 31 décembre de l'année considérée.

Évolution du nombre d'employeurs et de salariés utilisant le télétravail dans le secteur privé

	2017	2018	2019	Évolution 2018-19
Nombre d'employeurs pouvant utiliser le télétravail (dispositifs validés)	32	63	94	49%
Nombre d'employeurs utilisant le télétravail	27	50	67	34%
Nombre de salariés télétravailleurs	325	738	1 075	46%

Sources : Direction du Travail, IMSEE

Évolution du nombre de salariés télétravailleurs



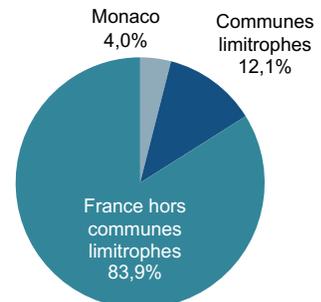
Sources : Direction du Travail, IMSEE

Évolution du nombre de télétravailleurs selon le lieu de résidence

	2017	2018	2019	Évol. 2018-19
Monaco	16	32	43	34%
Communes limitrophes	52	88	130	48%
France hors communes limitrophes	257	618	902	46%
Total	325	738	1 075	46%

Sources : Direction du Travail, IMSEE

Répartition des télétravailleurs par lieu de résidence en 2019



Sources : Direction du Travail, IMSEE

3 | ÉCONOMIE

3.4. Travailleurs indépendants

Sont considérées comme travailleurs indépendants toutes les personnes physiques autorisées à exercer à Monaco une activité professionnelle non salariée (artisanale, industrielle, commerciale, libérale), à l'exception des administrateurs non salariés de Sociétés Anonymes Monégasques.

Un travailleur indépendant peut avoir plusieurs activités. De même, une activité peut être tenue par plusieurs travailleurs indépendants. Les données sont arrêtées au 31 décembre de l'année considérée.

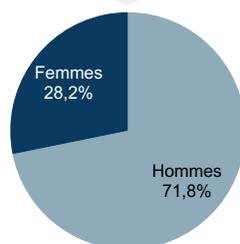
3.4.1. Caractéristiques des travailleurs indépendants

Évolution du nombre de travailleurs indépendants selon le sexe

	2018	2019	Évol. 2018-19
Hommes	3 518	3 682	4,7%
Femmes	1 364	1 444	5,9%
Total	4 882	5 126	5,0%

Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Répartition des indépendants selon le sexe en 2019



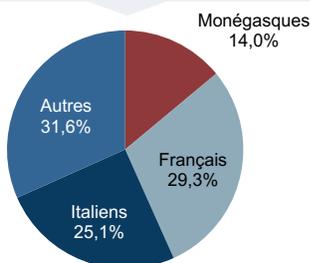
Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Évolution du nombre de travailleurs indépendants selon la nationalité

	2018	2019	Évol. 2018-19
Monégasques	719	717	-0,3%
Français	1 421	1 498	5,4%
Italiens	1 223	1 285	5,1%
Autres	1 506	1 620	7,6%
Non renseignés	13	6	-53,8%
Total	4 882	5 126	5,0%

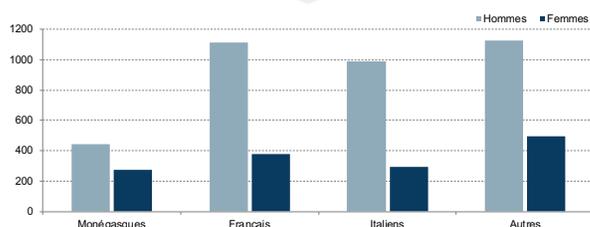
Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Répartition des indépendants selon la nationalité en 2019



Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Nombre de travailleurs indépendants selon le sexe et la nationalité en 2019



Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Évolution de l'âge moyen des travailleurs indépendants selon le sexe

	2018	2019
Hommes	51,3	51,3
Femmes	48,8	48,5
Total	50,6	50,5

Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

DEFINITION :

Travailleur indépendant : Personne physique autorisée à exercer à Monaco une activité professionnelle non salariée (artisanale, industrielle, commerciale, libérale).

3.4. Travailleurs indépendants

3.4.2. Activités des travailleurs indépendants

Évolution du nombre d'activités ouvertes par des travailleurs indépendants

	2018	2019	Évol. 2018-19
Activités	5 274	5 526	4,8%
Travailleurs indépendants	4 882	5 126	5,0%
Raïo	1,08	1,08	

Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Évolution du nombre d'activités des indépendants selon le secteur économique

	2018	2019	Évol. 2018-19
Secteur primaire	2	2	0,0%
Secteur secondaire	329	332	0,9%
Secteur tertiaire	4 943	5 192	5,0%
Total	5 274	5 526	4,8%

Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

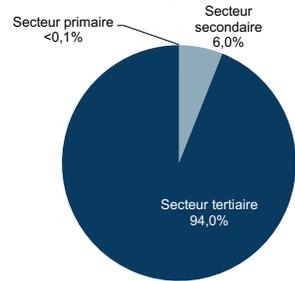
Évolution du nombre d'activités des indépendants selon le secteur économique

	2018	2019	Évol. 2018-19
Activités financières et d'assurance	80	84	5,0%
Commerce de gros	856	893	4,3%
Commerce de détail	527	520	-1,3%
Hébergement et restauration	190	182	-4,2%
Industries manufacturières, extractives et autres	69	76	10,1%
Activités immobilières	375	437	16,5%
Construction	269	266	-1,1%
Transport et entreposage	176	183	4,0%
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	1 641	1 719	4,8%
Autres activités de services	437	466	6,6%
Information et communication	243	265	9,1%
Administration, enseignement, santé et action sociale	411	435	5,8%
Total	5 274	5 526	4,8%

Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

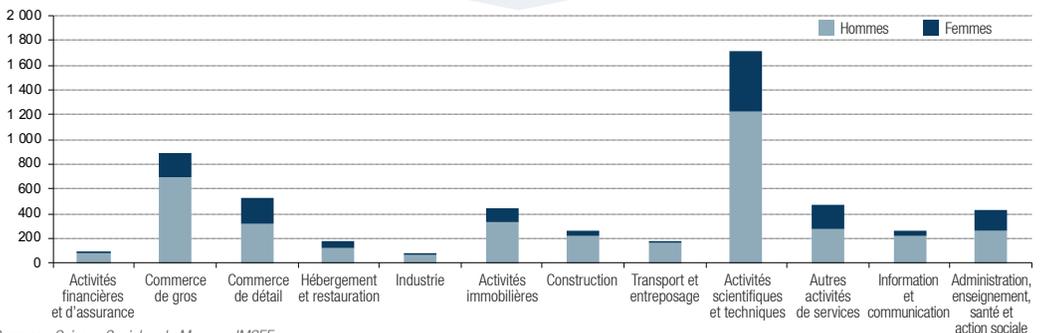
À la fin de l'année 2019, 5 126 travailleurs indépendants occupent 5 526 activités. En moyenne, à cette période, un indépendant tient 1,08 activité.

Répartition des activités des indépendants selon le secteur économique en 2019



Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Nombre d'activités des travailleurs indépendants selon le GSA et le sexe en 2019



Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

DEFINITION :

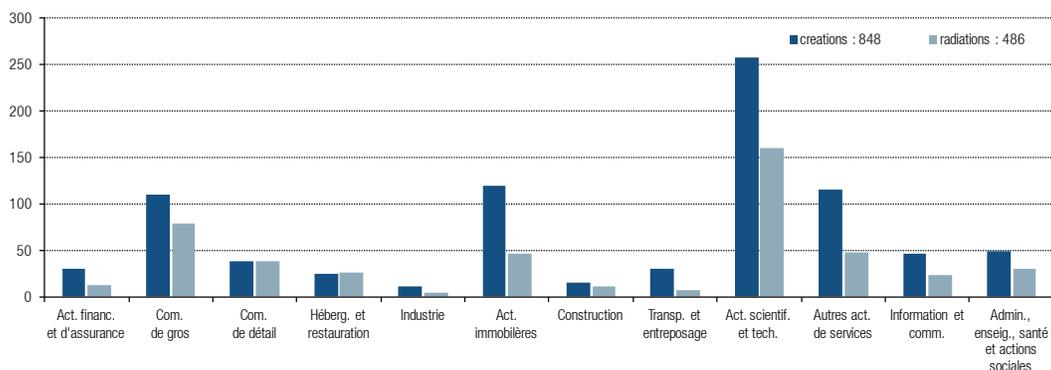
Travailleur indépendant : Personne physique autorisée à exercer à Monaco une activité professionnelle non salariée (artisanale, industrielle, commerciale, libérale).

3.5. Agents économiques

Le Répertoire du NIS de la Principauté, créé par l'Arrêté Ministériel n°2013-234 du 22/04/2013 et tenu par l'IMSEE, recense l'ensemble des agents économiques et leurs établissements, notamment à des fins statistiques.

3.5.1. Créations et radiations d'activité par GSA

Créations et radiations d'activité selon le GSA en 2019



Sources : Direction de l'Expansion Économique, IMSEE

Unité : nombre d'établissements

Les créations et radiations concernent toutes les formes juridiques du Répertoire NIS à l'exception des Sociétés civiles.

3.5.2. Entités en activité au Répertoire du Commerce et de l'Industrie (RCI)

Évolution du nombre d'agents économiques en activité au Répertoire du Commerce et de l'Industrie selon la forme juridique

	2015	2016	2017	2018	2019
Société à Responsabilité Limitée	1 990	2 171	2 400	2 572	2 775
Personne Physique	1 736	1 797	1 917	1 985	2 043
Société Anonyme Monégasque	1 264	1 261	1 260	1 256	1 260
Société Étrangère	119	122	132	134	139
Société en Commandite Simple ou par Actions	141	134	123	110	109
Société en Nom Collectif	21	20	19	17	17
Total	5 271	5 505	5 851	6 074	6 343

Sources : Direction de l'Expansion Économique, IMSEE

Évolution du nombre d'établissements en activité au Répertoire du Commerce et de l'Industrie selon la forme juridique

	2015	2016	2017	2018	2019
Société à Responsabilité Limitée	2 039	2 227	2 466	2 648	2 859
Personne Physique	2 044	2 121	2 251	2 312	2 374
Société Anonyme Monégasque	1 394	1 391	1 397	1 389	1 397
Société Étrangère	142	144	157	159	164
Société en Commandite Simple ou par Actions	147	140	128	113	112
Société en Nom Collectif	22	21	20	18	18
Total	5 788	6 044	6 419	6 639	6 924

Sources : Direction de l'Expansion Économique, IMSEE

DEFINITIONS :

Agent économique : Un agent économique correspond à une structure (une SARL, une SAM, ...) donc à un n° RCI. Un agent économique peut avoir plusieurs établissements.

Établissement : Un établissement correspond à un Numéro d'Identification Statistique. Il est rattaché à un agent économique.

NIS : Numéro d'Identification Statistique.

3.5. Agents économiques

Les données prennent en compte le nombre de personnes en activité au sein des Conseils d'Administration (CA) et des organes de décision des agents économiques, inscrites au Répertoire du Commerce et de l'Industrie (RCI) à l'exception de la forme juridique «Société étrangère», au 31 décembre de chaque année considérée.

3.5.3. Gouvernance d'entreprises

Évolution du nombre de personnes selon la forme juridique / Représentation hommes/femmes selon la forme juridique en 2019

	2015	2016	2017	2018	2019	Hommes	Femmes	Total
Personne Physique	1 760	1 815	1 953	2 041	2 076	68,4%	31,6%	100%
Société à Responsabilité Limitée	4 266	4 644	5 155	5 515	6 666	70,8%	29,2%	100%
Société Anonyme	3 059	3 069	3 065	3 110	3 404	78,6%	21,4%	100%
Société Anonyme à Objet Civil	208	211	224	232	238	71,8%	28,2%	100%
Société en Commandite Simple	275	238	199	191	179	64,8%	35,2%	100%
Société en Nom Collectif	32	30	26	29	32	68,8%	31,3%	100%
Total	9 600	10 007	10 622	11 118	12 595	72,4%	27,6%	100%

Sources : Direction de l'Expansion Économique, IMSEE

Évolution de la représentation hommes/femmes



Sources : Direction de l'Expansion Économique, IMSEE

Âge moyen des personnes selon le sexe en 2019

	2019
Hommes	52,4
Femmes	50,5
Ensemble	51,9

Sources : Direction de l'Expansion Économique, IMSEE

Évolution du nombre de personnes selon le GSA / Représentation hommes/femmes selon le GSA en 2019

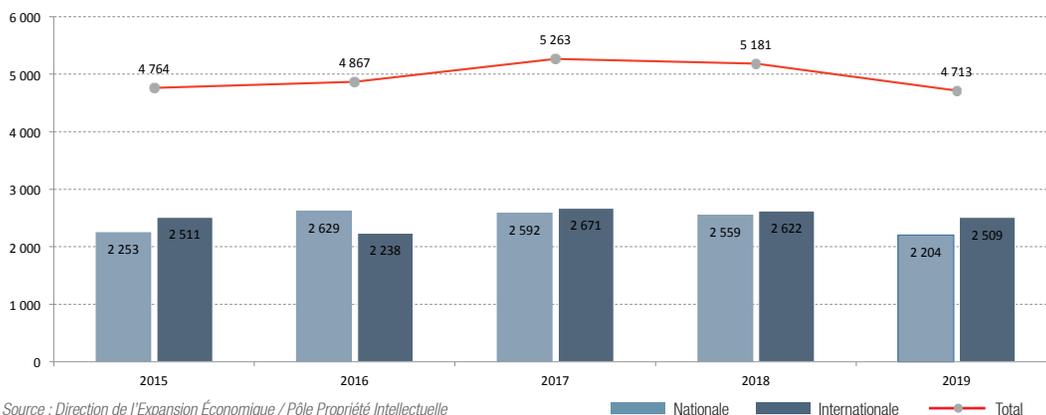
	2015	2016	2017	2018	2019	Hommes	Femmes	Total
Activités financières et d'assurance	645	665	684	742	848	83,0%	17,0%	100%
Commerce de gros	1 867	1 972	2 056	2 096	2 389	73,5%	26,5%	100%
Commerce de détail	1 015	1 012	1 029	1 051	1 120	62,9%	37,1%	100%
Hébergement et restauration	422	415	401	400	435	71,0%	29,0%	100%
Industries manufacturières, extractives et autres	384	380	366	365	407	77,9%	22,1%	100%
Activités immobilières	582	669	779	850	1 045	64,6%	35,4%	100%
Construction	790	825	839	863	941	78,9%	21,1%	100%
Transport et entreposage	323	341	363	357	405	82,2%	17,8%	100%
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	2 295	2 441	2 711	2 920	3 368	71,8%	28,2%	100%
Autres activités de services	609	619	651	695	753	64,7%	35,3%	100%
Information et communication	567	563	628	651	739	80,8%	19,2%	100%
Administration, enseignement, santé et action sociale	101	105	115	128	145	56,6%	43,4%	100%
Total	9 600	10 007	10 622	11 118	12 595	72,4%	27,6%	100%

Sources : Direction de l'Expansion Économique, IMSEE

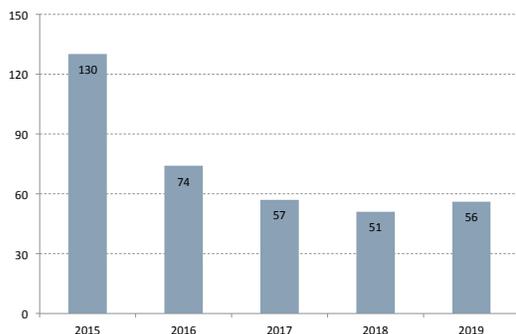
3.6. Propriété industrielle

Dossiers gérés par le Pôle Propriété Intellectuelle par domaine

Évolution des marques



Évolution des dessins et modèles

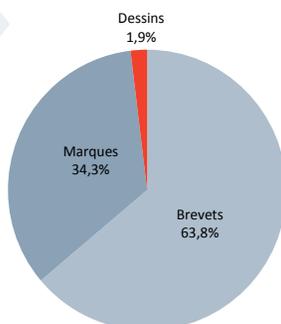


Évolution des brevets



Activité des titres de propriété industrielle en Principauté

Dossiers en vigueur par domaine

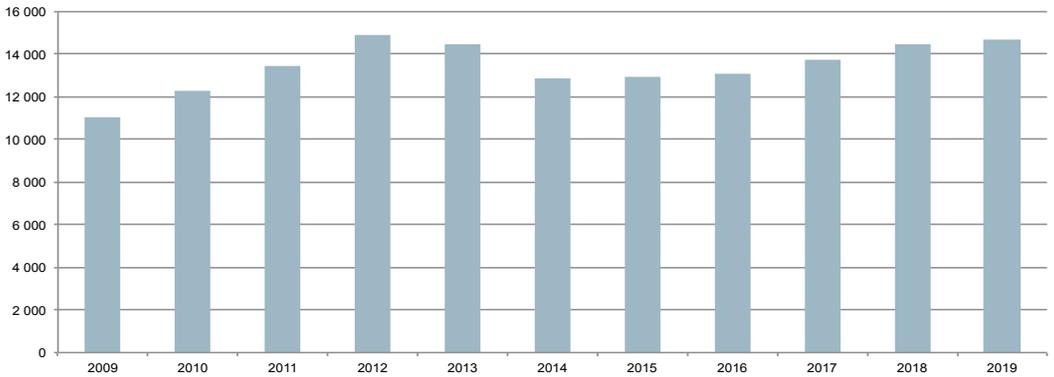


3.7. Chiffre d'affaires

Le total du chiffre d'affaires n'inclut pas celui des Activités financières et d'assurance. Pour ce secteur, le chiffre d'affaires étant un indicateur moins pertinent que pour les autres secteurs, il est donné à titre indicatif.

3.7.1. Evolution du chiffre d'affaires

Évolution du chiffre d'affaires



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

Unité : million d'euros

3.7.2. Chiffre d'affaires par Grand Secteur d'Activité (GSA)

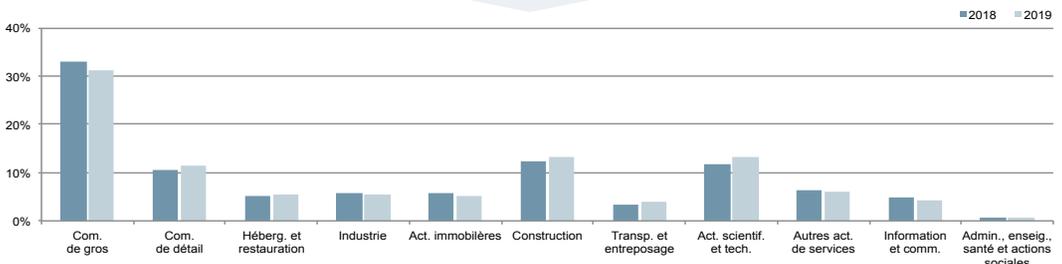
Évolution du chiffre d'affaires selon le GSA

	2018	2019	Variation
Activités financières et d'assurance	1 727,4	1 824,4	5,6%
Commerce de gros	4 781,8	4 584,2	-4,1%
Commerce de détail	1 527,4	1 681,5	10,1%
Hébergement et restauration	743,2	808,0	8,7%
Industries manufacturières, extractives et autres	844,2	793,4	-6,0%
Activités immobilières	826,2	742,4	-10,1%
Construction	1 802,6	1 926,6	6,9%
Transport et entreposage	505,7	585,0	15,7%
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	1 694,2	1 944,4	14,8%
Autres activités de services	921,8	881,2	-4,4%
Information et communication	701,3	622,8	-11,2%
Administration, enseignement, santé et action sociale	95,3	89,8	-5,8%
Total	14 443,7	14 659,4	1,5%

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

Unité : million d'euros

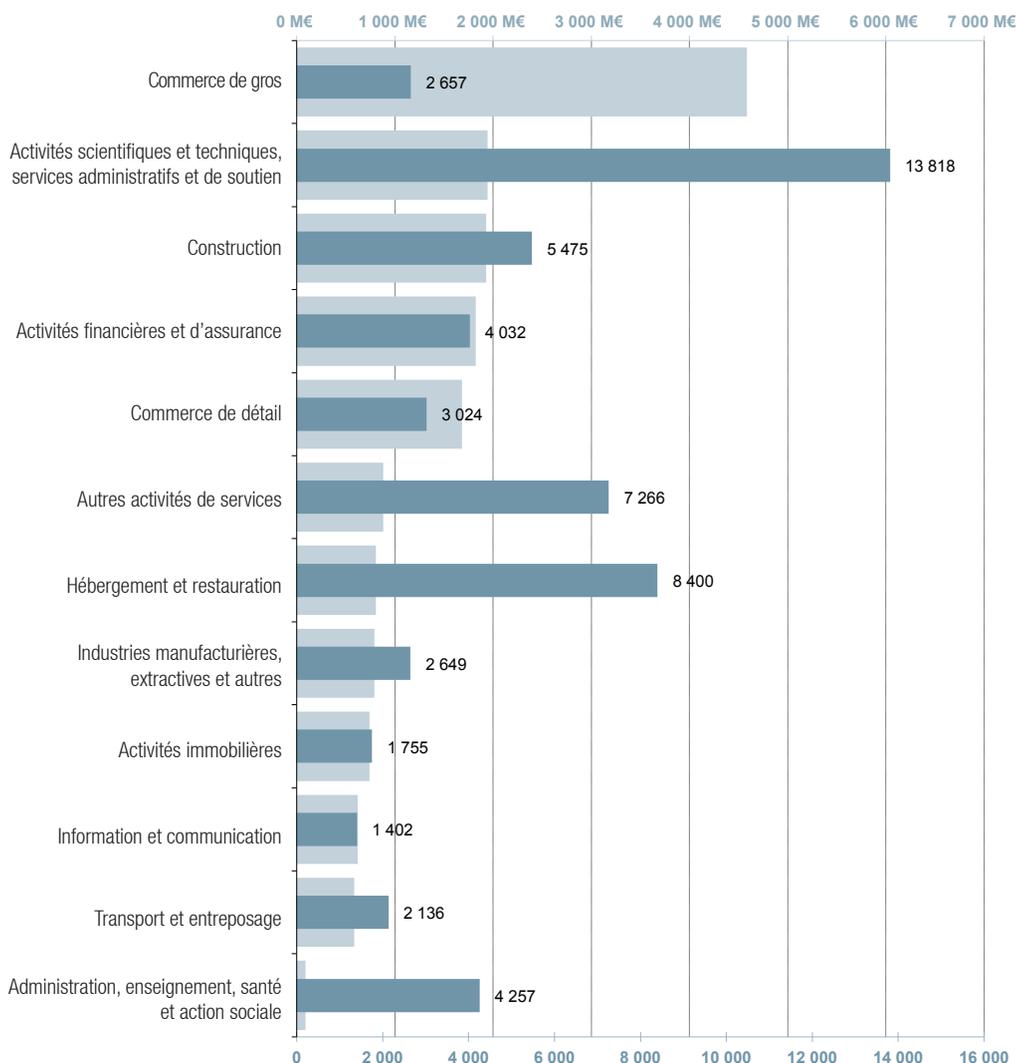
Évolution de la part du chiffre d'affaires selon le GSA



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

3.7.3. Chiffre d'affaires et nombre d'emplois selon le GSA

Chiffre d'affaires et nombre d'emplois selon le GSA en 2019



Sources : Direction des Services Fiscaux, Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

■ Chiffre d'affaires

■ Nombre d'emplois

Unité : million d'euros

Total CA hors activités financières et d'assurance : 14 659 millions d'euros

Total Emplois : 56 871

3.8. Indicateurs sectoriels

3.8.1. Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien

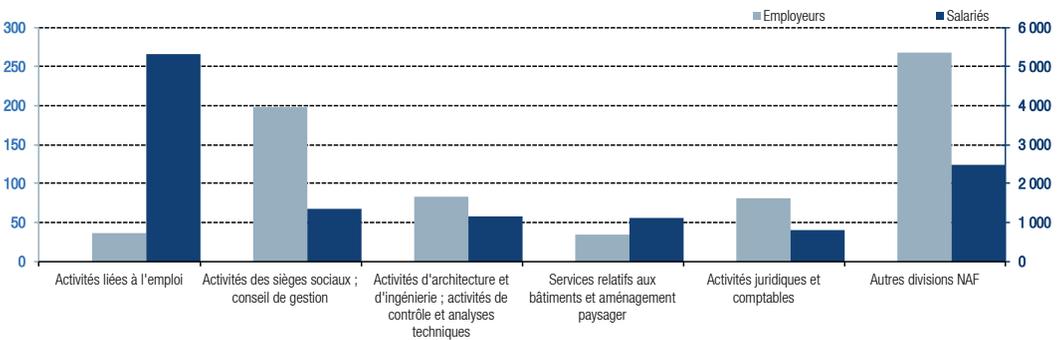
Le secteur des Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien est l'ensemble des activités professionnelles, scientifiques et techniques spécialisées nécessitant un niveau de formation élevé et apportant des connaissances et compétences spécialisées aux utilisateurs, ainsi que l'ensemble des diverses activités de soutien aux activités générales des entreprises comme par exemple les experts comptables, les notaires, les architectes, les agences de voyage, les agences d'intérim...

Nombre de salariés et d'employeurs selon la division NAF en 2019

	Employeurs		Salariés		Poids
	Nb	Variation 2018/2019	Nb	Variation 2018/2019	
Activités liées à l'emploi	37	8,8%	5 307	2,5%	43,5%
Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion	199	3,6%	1 353	-1,5%	11,1%
Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques	83	9,2%	1 147	12,2%	9,4%
Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	35	6,1%	1 112	4,9%	9,1%
Activités juridiques et comptables	81	-1,2%	794	0,6%	6,5%
Autres divisions NAF	268	1,5%	2 479	6,3%	20,3%
Total Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	703	3,2%	12 193	3,7%	100%
Total en Principauté	6 182	1,1%	53 091	2,9%	

Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Nombre de salariés et d'employeurs selon la division NAF en 2019



Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

DEFINITIONS :

NAF : La Nomenclature d'Activités Française est une nomenclature des activités économiques productives, principalement élaborée pour faciliter l'organisation de l'information économique et sociale. La version actuelle de la nomenclature est la NAF rév. 2, 2008.

3.8. Indicateurs sectoriels

3.8.1. Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien

Poids des Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien dans la décomposition du PIB de la Principauté

	PIB 2018	Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	Part du secteur dans le PIB global ⁽¹⁾
Rémunérations des salariés	2 878,3	499,9	17,4%
Excédent brut d'exploitation	2 516,4	444,2	17,7%
Impôts	788,2	122,0	15,5%
Subventions	-269,7	- 7,1	2,6%
PIB en millions d'euros constants	5 913,3	1 059,0	17,9%

Source : IMSEE

Unité : million d'euros

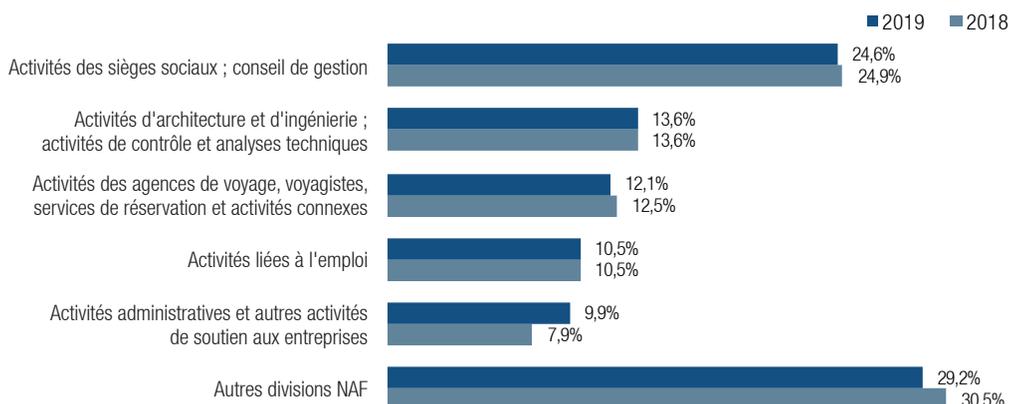
Évolution du chiffre d'affaires (CA) selon la division NAF

	2018	2019	Variation 2018–2019
Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion	421,6	477,6	13,3%
Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques	230,8	264,9	14,8%
Activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes	212,3	236,2	11,2%
Activités liées à l'emploi	178,0	204,4	14,8%
Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	134,2	193,2	43,9%
Autres divisions NAF	517,4	568,2	9,8%
Total CA Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	1 694,2	1 944,4	14,8%
CA global de la Principauté hors Activités financières et d'assurance	14 443,7	14 659,4	1,5%

Sources : Direction des services fiscaux, IMSEE

Unité : million d'euros

Évolution de la répartition du CA selon la division NAF



Sources : Direction des services fiscaux, IMSEE

⁽¹⁾ Calculé par rapport à la colonne PIB 2018

3.8. Indicateurs sectoriels

3.8.2. Commerce de détail

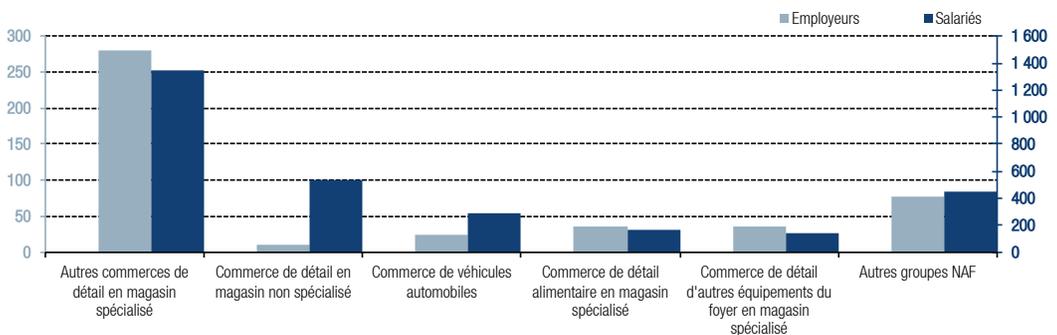
Le Commerce de détail est défini comme la revente (vente sans transformation) au public de biens neufs ou d'occasion. Ce secteur ne comprend donc pas, selon la Nomenclature d'Activités Française (NAF 2008), les restaurants, bars, salons de coiffures, etc... En revanche, en Principauté, le Commerce et la réparation d'automobiles et de motocycles sont inclus dans le commerce de détail.

Nombre de salariés et d'employeurs selon le groupe NAF en 2019

	Employeurs		Salariés		
	Nb	Variation 2018/2019	Nb	Variation 2018/2019	Poids
Autres commerces de détail en magasin spécialisé	280	-1,1%	1 349	3,9%	45,8%
Commerce de détail en magasin non spécialisé	10	-9,1%	540	-2,8%	18,3%
Commerce de véhicules automobiles	25	4,2%	285	0,7%	9,7%
Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé	36	9,1%	172	8,6%	5,8%
Commerce de détail d'autres équipements du foyer en magasin spécialisé	36	12,5%	148	1,2%	5,0%
Autres groupes NAF	78	-6,0%	452	1,6%	15,3%
Total Commerce de détail	465	-0,2%	2 946	2,0%	100%
Total en Principauté	6 182	1,1%	53 091	2,9%	

Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Nombre de salariés et d'employeurs selon le groupe NAF en 2019



Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

DEFINITION :

NAF : La Nomenclature d'Activités Française est une nomenclature des activités économiques productives, principalement élaborée pour faciliter l'organisation de l'information économique et sociale. La version actuelle de la nomenclature est la NAF rév. 2, 2008.

3.8. Indicateurs sectoriels

3.8.2. Commerce de détail

Poids du Commerce de détail dans la décomposition du PIB de la Principauté

	PIB 2018	Commerce de détail	Part du secteur dans le PIB global ⁽¹⁾
Rémunérations des salariés	2 878,3	114,8	4,0%
Excédent brut d'exploitation	2 516,4	132,9	5,3%
Impôts	788,2	79,0	10,0%
Subventions	-269,7	-1,6	0,6%
PIB en millions d'euros constants	5 913,3	325,1	5,5%

Source : IMSEE

Unité : million d'euros

⁽¹⁾ Calculé par rapport à la colonne PIB 2018

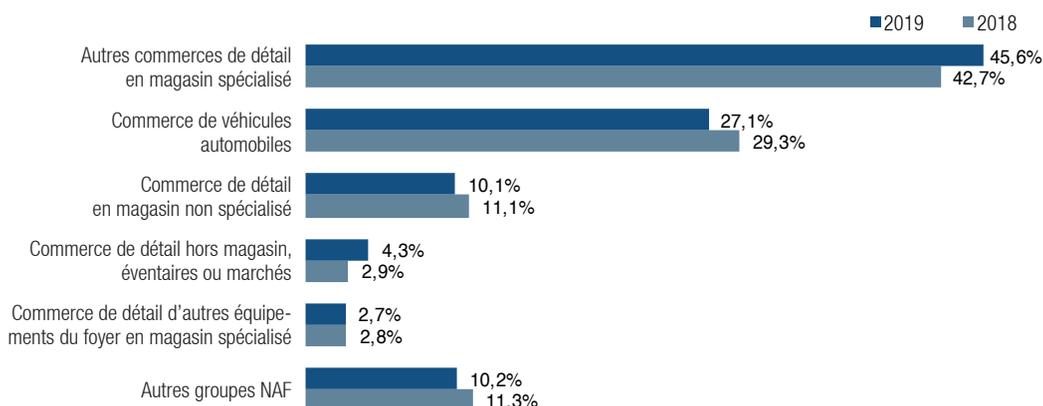
Évolution du chiffre d'affaires (CA) selon la division NAF

	2018	2019	Variation 2018–2019
Autres commerces de détail en magasin spécialisé	652,0	766,9	17,6%
Commerce de véhicules automobiles	446,8	455,6	2,0%
Commerce de détail en magasin non spécialisé	169,0	170,1	0,6%
Commerce de détail hors magasin, éventaies ou marchés	44,4	71,8	61,8%
Commerce de détail d'autres équipements du foyer en magasin spécialisé	42,6	45,2	6,2%
Autres groupes NAF	172,6	172,0	-0,4%
Total CA Commerce de détail	1 527,4	1 681,5	10,1%
CA global de la Principauté hors Activités financières et d'assurance	14 443,7	14 659,4	1,5%

Sources : Direction des services fiscaux, IMSEE

Unité : million d'euros

Évolution de la répartition du CA selon la division NAF



Sources : Direction des services fiscaux, IMSEE

3.8. Indicateurs sectoriels

3.8.3. Commerce de gros

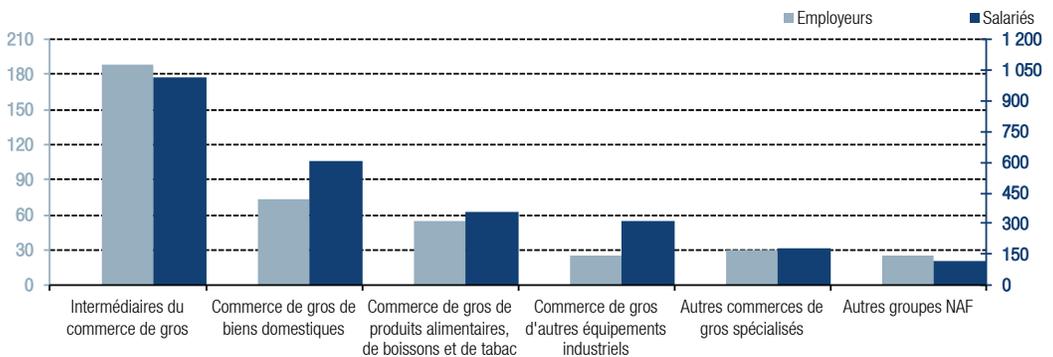
Le Commerce de gros ou commerce interentreprises regroupe l'ensemble des entreprises qui achètent et/ou vendent des biens et des services exclusivement à d'autres entreprises ou acheteurs professionnels. Ce secteur comprend le commerce de gros pour compte propre ou pour le compte de tiers (intermédiaires du commerce) et concerne les activités de commerce intérieur ou le commerce de gros international (importation/exportation).

Nombre d'emplois et d'employeurs selon le groupe NAF en 2019

	Employeurs		Salariés		
	Nb	Variation 2018/2019	Nb	Variation 2018/2019	Poids
Intermédiaires du commerce de gros	188	7,4%	1 013	3,0%	39,2%
Commerce de gros de biens domestiques	73	1,4%	603	-2,5%	23,3%
Commerce de gros de produits alimentaires, de boissons et de tabac	54	3,8%	355	1,3%	13,7%
Commerce de gros d'autres équipements industriels	25	-7,4%	316	-4,7%	12,2%
Autres commerces de gros spécialisés	30	-14,3%	181	-1,9%	7,0%
Autres groupes NAF	25	0,0%	118	-20,3%	4,6%
Total Commerce de gros	395	2,3%	2 586	-1,1%	100%
Total en Principauté	6 182	1,1%	53 091	2,9%	

Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Nombre d'emplois et d'employeurs selon le groupe NAF en 2019



Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

DEFINITIONS :

NAF : La Nomenclature d'Activités Française est une nomenclature des activités économiques productives, principalement élaborée pour faciliter l'organisation de l'information économique et sociale. La version actuelle de la nomenclature est la NAF rév. 2, 2008.

3.8. Indicateurs sectoriels

3.8.3. Commerce de gros

Poids du Commerce de gros dans la décomposition du PIB de la Principauté

	PIB 2018	Commerce de gros	Part du secteur dans le PIB global ⁽¹⁾
Rémunérations des salariés	2 878,3	157,6	5,5%
Excédent brut d'exploitation	2 516,4	308,4	12,3%
Impôts	788,2	84,2	10,7%
Subventions	-269,7	- 1,4	0,5%
PIB en millions d'euros constants	5 913,3	548,7	9,3%

Source : IMSEE

Unité : million d'euros

⁽¹⁾ Calculé par rapport à la colonne PIB 2018

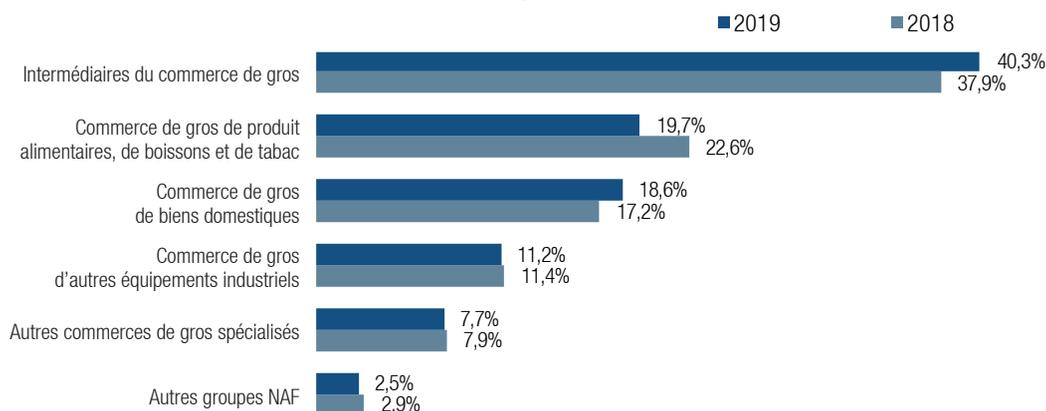
Évolution du chiffre d'affaires (CA) selon le groupe NAF

	2018	2019	Variation 2018–2019
Intermédiaires du commerce de gros	1 812,0	1 847,6	2,0%
Commerce de gros de produits alimentaires, de boissons et de tabac	1 081,3	901,4	-16,6%
Commerce de gros de biens domestiques	823,5	851,3	3,4%
Commerce de gros d'autres équipements industriels	545,6	512,7	-6,0%
Autres commerces de gros spécialisés	378,6	354,6	-6,4%
Autres groupes NAF	140,7	116,7	-17,1%
Total CA Commerce de gros	4 781,8	4 584,2	-4,1%
CA global de la Principauté hors Activités financières et d'assurance	14 443,7	14 659,4	1,5%

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

Unité : million d'euros

Évolution de la répartition du CA selon le groupe NAF



Sources : Direction des services fiscaux, IMSEE

3.8. Indicateurs sectoriels

3.8.4. Hébergement et restauration

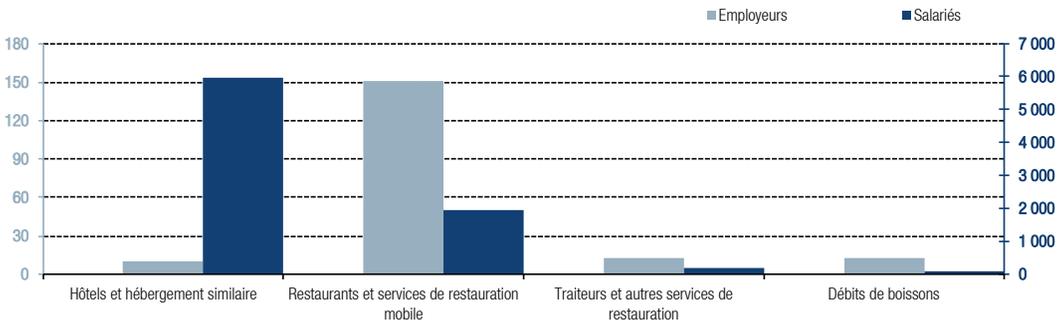
Le secteur Hébergement et restauration comprend la mise à disposition de lieux d'hébergement pour des séjours de courte durée pour des visiteurs ou d'autres voyageurs ainsi que la fourniture de repas complets pour consommation immédiate. Ce secteur ne comprend pas la préparation de repas et de boissons qui ne sont pas destinés à une consommation immédiate ou qui sont vendus par l'intermédiaire de canaux de distribution indépendants, c'est-à-dire par l'intermédiaire d'activités de commerce de gros ou de groupe.

Nombre de salariés et d'employeurs selon le groupe NAF en 2019

	Employeurs		Salariés		
	Nb	Variation 2018/2019	Nb	Variation 2018/2019	Poids
Hôtels et hébergement similaire	10	0,0%	5 966	5,0%	73,1%
Restaurants et services de restauration mobile	151	-6,8%	1 933	4,8%	23,7%
Traiteurs et autres services de restauration	12	9,1%	171	-4,0%	2,1%
Débits de boissons	13	8,3%	95	10,5%	1,2%
Total Hébergement et restauration	186	-4,6%	8 166	4,8%	100%
Total en Principauté	6 182	1,1%	53 091	2,9%	

Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Nombre de salariés et d'employeurs selon le groupe NAF en 2019



Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

DEFINITIONS :

NAF : La Nomenclature d'Activités Française est une nomenclature des activités économiques productives, principalement élaborée pour faciliter l'organisation de l'information économique et sociale. La version actuelle de la nomenclature est la NAF rév. 2, 2008.

3.8. Indicateurs sectoriels

3.8.4. Hébergement et restauration

Poids de l'Hébergement et restauration dans la décomposition du PIB de la Principauté

	PIB 2018	Hébergement et restauration	Part du secteur dans le PIB global ⁽¹⁾
Rémunérations des salariés	2 878,3	357,1	12,4%
Excédent brut d'exploitation	2 516,4	113,4	4,5%
Impôts	788,2	28,4	3,6%
Subventions	-269,7	-	-
PIB en millions d'euros constants	5 913,3	498,9	8,4%

Source : IMSEE

Unité : million d'euros

⁽¹⁾ Calculé par rapport à la colonne PIB 2018

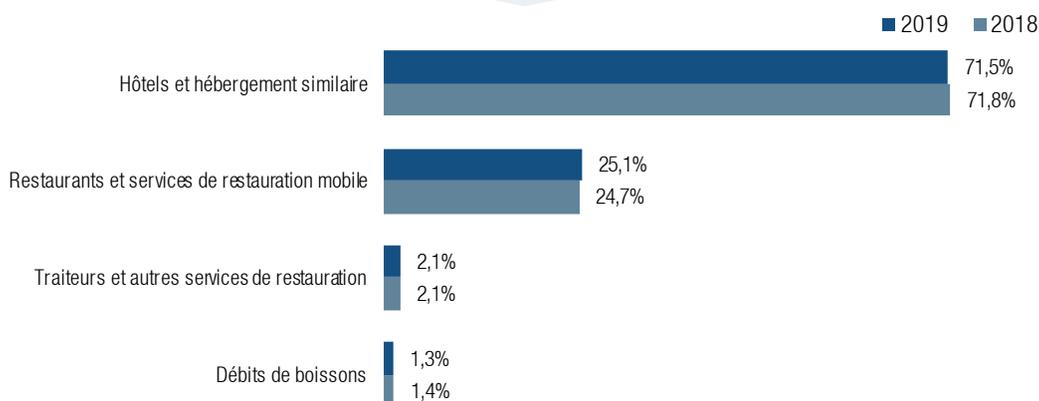
Évolution du chiffre d'affaires (CA) selon le groupe NAF

	2018	2019	Variation 2018–2019
Hôtels et hébergement similaire	533,5	592,5	11,0%
Restaurants et services de restauration mobile	183,9	188,3	2,4%
Traiteurs et autres services de restauration	15,7	17,3	10,0%
Débites de boissons	10,1	10,0	-1,6%
Total CA Hébergement et restauration	743,2	808,0	8,7%
CA global de la Principauté hors Activités financières et d'assurance	14 443,7	14 659,4	1,5%

Sources : Direction des services fiscaux, IMSEE

Unité : million d'euros

Évolution de la répartition du CA selon le groupe NAF



Sources : Direction des services fiscaux, IMSEE

3.8. Indicateurs sectoriels

3.8.5. Industries manufacturières, extractives et autres

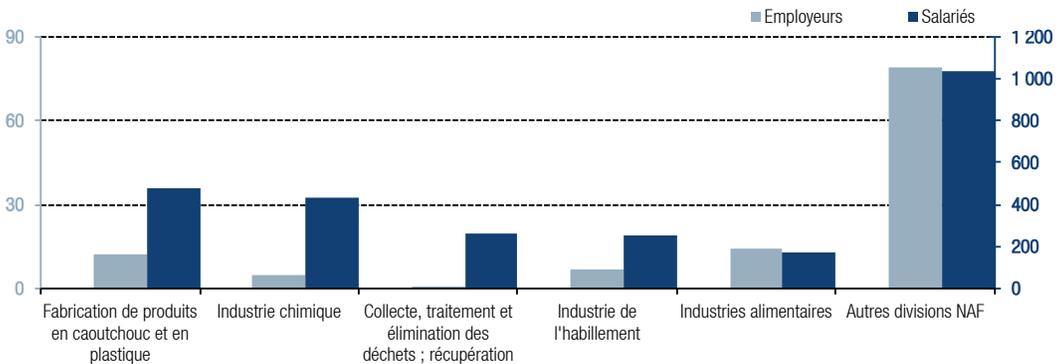
Les Industries manufacturières, extractives et autres regroupent l'ensemble des activités tournées vers la production en série de biens grâce à la transformation des matières premières ou de matières ayant déjà subi une ou plusieurs transformations et à l'exploitation des sources d'énergie. Ce secteur comprend également la production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau, l'assainissement ainsi que l'artisanat.

Nombre de salariés et d'employeurs selon la division NAF en 2019

	Employeurs		Salariés		
	Nb	Variation 2018/2019	Nb	Variation 2018/2019	Poids
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	12	9,1%	477	-2,3%	18,2%
Industrie chimique	5	0,0%	430	-2,2%	16,4%
Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération	1	0,0%	261	6,1%	9,9%
Industrie de l'habillement	7	-12,5%	253	11,8%	9,7%
Industries alimentaires	14	-6,7%	169	1,4%	6,5%
Autres divisions NAF	79	1,3%	1 032	-0,3%	39,4%
Total Industries manufacturières, extractives et autres	118	0,0%	2 623	0,8%	100%
Total en Principauté	6 182	1,1%	53 091	2,9%	

Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Nombre de salariés et d'employeurs selon la division NAF en 2019



Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

DEFINITION :

NAF : La Nomenclature d'Activités Française est une nomenclature des activités économiques productives, principalement élaborée pour faciliter l'organisation de l'information économique et sociale. La version actuelle de la nomenclature est la NAF rév. 2, 2008.

3.8. Indicateurs sectoriels

3.8.5. Industries manufacturières, extractives et autres

Poids de l'Industrie dans la décomposition du PIB de la Principauté

	PIB 2018	Commerce de gros	Part du secteur dans le PIB global ⁽¹⁾
Rémunérations des salariés	2 878,3	128,2	4,5%
Excédent brut d'exploitation	2 516,4	66,8	2,7%
Impôts	788,2	25,7	3,3%
Subventions	-269,7	- 6,8	2,5%
PIB en millions d'euros constants	5 913,3	213,9	3,6%

Source : IMSEE

Unité : million d'euros

⁽¹⁾ Calculé par rapport à la colonne PIB 2018

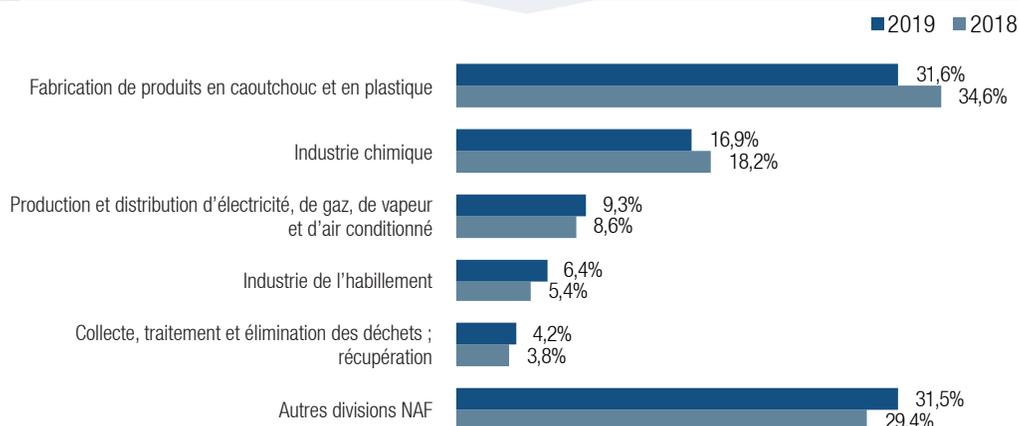
Évolution du chiffre d'affaires (CA) selon le groupe NAF

	2018	2019	Variation 2018–2019
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	292,2	250,8	-14,2%
Industrie chimique	154,0	134,0	-13,0%
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	72,5	73,5	1,5%
Industrie de l'habillement	45,3	51,1	13,0%
Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération	32,3	33,7	4,3%
Autres divisions NAF	248,0	250,2	0,9%
Total CA Industries manufacturières, extractives et autres	844,2	793,4	-6,0%
CA global de la Principauté hors Activités financières et d'assurance	14 443,7	14 659,4	1,5%

Sources : Direction des services fiscaux, IMSEE

Unité : million d'euros

Évolution de la répartition du CA selon le groupe NAF



Sources : Direction des services fiscaux, IMSEE

3.9. Activités financières

3.9.1. Établissements financiers

Évolution du nombre de banques (établissements habilités à recevoir tous types de dépôts)

	2015	2016	2017	2018	2019
Sociétés de droit monégasque	17	17	15	15	14
Succursales de banques ayant leur siège à l'étranger	3	3	3	3	3
Établissements à statut particulier	1	1	1	1	1
Succursales de banques françaises	12	12	12	12	12
Total	33	33	31	31	30

Source : Direction du Budget et du Trésor

Évolution du nombre de sociétés financières

	2015	2016	2017	2018	2019
Sociétés financières de droit monégasque	0	0	0	0	0
Succursales de sociétés financières françaises	3	3	4	4	4
Total	3	3	4	4	4

Source : Direction du Budget et du Trésor

Évolution du nombre de Fonds Communs de Placements Monégasques

	2015	2016	2017	2018	2019
Nombre	60	58	56	54	53
Actifs nets (en milliard d'euros)	4,1	4,3	4,6	4,2	4,4

Source : Direction du Budget et du Trésor

Évolution du nombre de Sociétés de Gestion de Portefeuille

	2015	2016	2017	2018	2019
Nombre	55	54	60	58	61

Source : Direction du Budget et du Trésor

Évolution du nombre d'emplois

	2015	2016	2017	2018	2019
Nombre d'emplois du secteur d'activité	3 782	3 867	3 898	3 942	4 032
dont Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	2 757	2 735	2 718	2 677	2 647

Source : Caisses Sociales de Monaco

3.9.2. Évolution des dépôts, titres et crédits

Évolution des dépôts, titres et crédits

	2015	2016	2017	2018	2019
Ressources de la Place	116,7	119,8	118,8	118,7	133,8
Dépôts	40,2	42,8	41,4	43,8	49,9
Titres	76,5	77,0	77,4	74,9	83,9
<i>Clientèle non financière</i>	71,8	72,3	72,4	70,5	79,1
<i>Clientèle financière</i>	4,7	4,7	5,0	4,4	4,8
Crédits	22,4	22,8	23,4	25,0	25,7

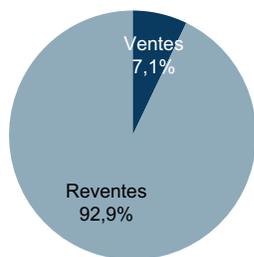
Source : Direction du Budget et du Trésor

Unité : milliard d'euros

3.10. Marché de l'immobilier

3.10.1. Comparatif entre les ventes et les reventes d'appartements

Part selon le nombre de transactions en 2019



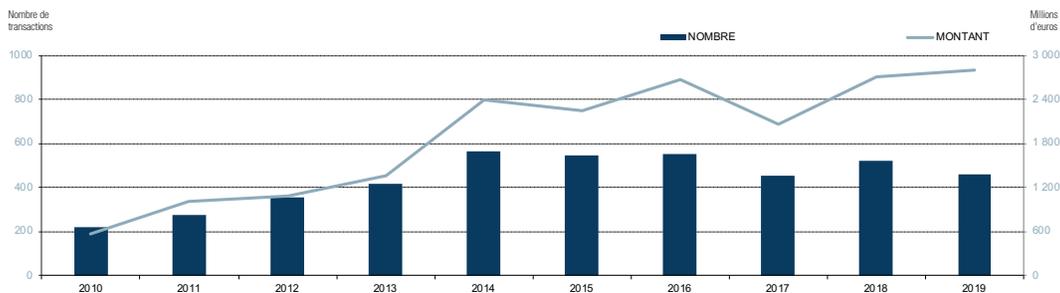
Part selon le montant des transactions en 2019



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

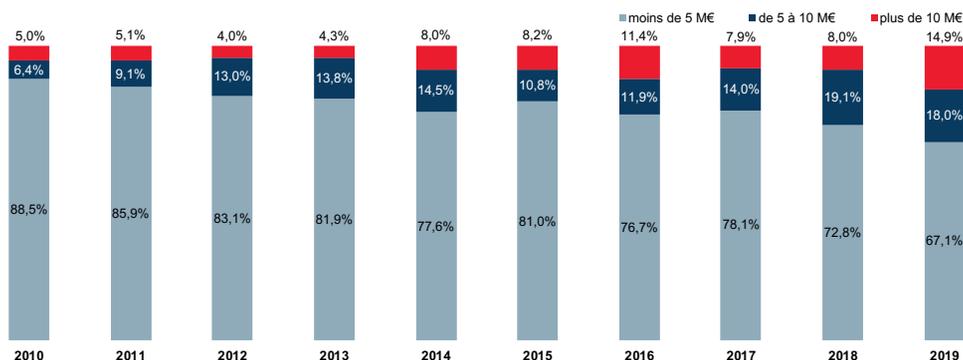
Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

Évolution du nombre et du montant des transactions (ventes et reventes)



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

Évolution de la part des transactions selon leur montant



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

DEFINITIONS :

Vente : La notion de vente est basée sur la fiscalité immobilière. En effet, une transaction portant sur un bien immobilier est soumise à la TVA s'il s'agit de la première cession à titre onéreux : c'est une vente. Toutefois, cette première transaction doit avoir lieu dans les cinq ans après l'achèvement du bien. Le nombre de ventes concerne donc les locaux faisant l'objet d'une première cession. Il ne faut pas confondre le nombre de ventes et le nombre de transactions qui lui, fait référence au nombre de mutations, c'est à dire aux actes translatifs de propriété lesquels peuvent concerner un ou plusieurs locaux.

Revente : La deuxième cession d'un bien immobilier, ou la première mais dans un délai supérieur à cinq ans après l'achèvement du bien, est qualifiée de revente.

3.10. Marché de l'immobilier

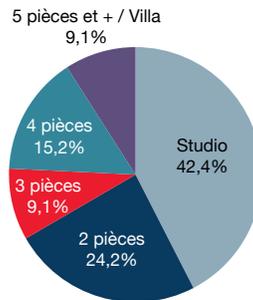
3.10.2. Ventes immobilières

Évolution du nombre de ventes selon le nombre de pièces

	2015	2016	2017	2018	2019
Studio	-	-	9	-	14
2 pièces	21	12	33	57	8
3 pièces	2	5	3	8	3
4 pièces	4	7	3	4	5
5 pièces et + / Villa	11	9	2	3	3
Total	38	33	50	72	33

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

Répartition du nombre de ventes selon le nombre de pièces en 2019



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

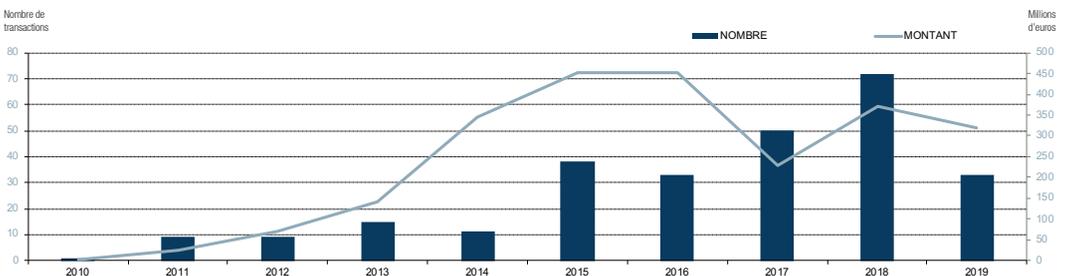
Évolution du montant total des ventes

	2015	2016	2017	2018	2019
Montant total	453,7	453,5	228,9	371,0	320,5

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

Unité : million d'euros

Évolution du nombre et du montant des ventes



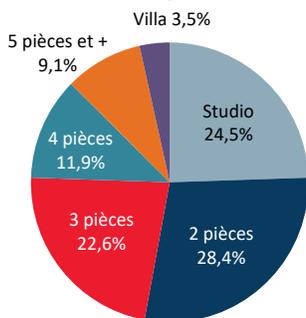
Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

3 | ÉCONOMIE

3.10. Marché de l'immobilier

3.10.3. Reventes immobilières

Répartition du nombre de logements vendus selon le nombre de pièces en 2019



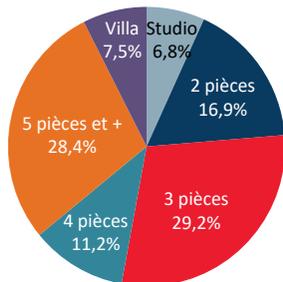
Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

Évolution du nombre de reventes selon le nombre de pièces

	2015	2016	2017	2018	2019
Studio	138	122	121	99	105
2 pièces	163	163	107	127	122
3 pièces	126	130	100	135	97
4 pièces	36	63	37	41	51
5 pièces et +	36	33	27	43	39
Villa	10	9	14	6	15
Total	509	520	406	451	429

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

Répartition du montant des transactions selon le nombre de pièces en 2019



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

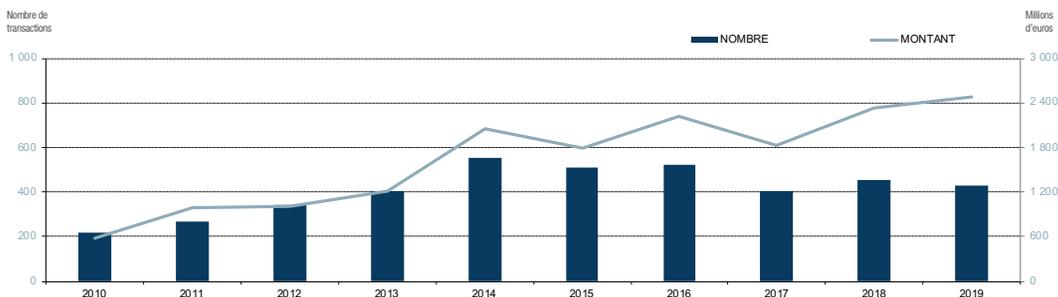
Évolution du montant des reventes selon le nombre de pièces

	2015	2016	2017	2018	2019
Studio	200,5	189,4	180,4	158,1	190,2
2 pièces	391,0	419,9	316,6	393,3	408,2
3 pièces	447,0	534,7	469,7	679,8	511,0
4 pièces	237,1	423,3	196,0	260,2	397,3
5 pièces et +	311,8	365,3	304,9	661,9	490,9
Villa	205,6	280,0	364,2	174,1	477,8
Total	1 793,0	2 212,7	1 831,8	2 327,4	2 475,4

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

Unité : million d'euros

Évolution du nombre et du montant des reventes



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

3.10. Marché de l'immobilier

3.10.4. Prix moyen

Les données concernant les reventes sont fournies par la Division des Hypothèques de la Direction des Services Fiscaux. Cependant, la superficie des biens vendus n'est pas toujours connue.

L'échantillon connu porte sur 3 226 reventes réalisées entre 2010 et 2019 pour un montant global de 12,9 milliards d'euros et une surface de plus de 330 000 m². En 2019, la superficie est connue pour 353 transactions sur 429 soit 82,3 %. Depuis 2010, ce pourcentage s'élève à 78,6 %.

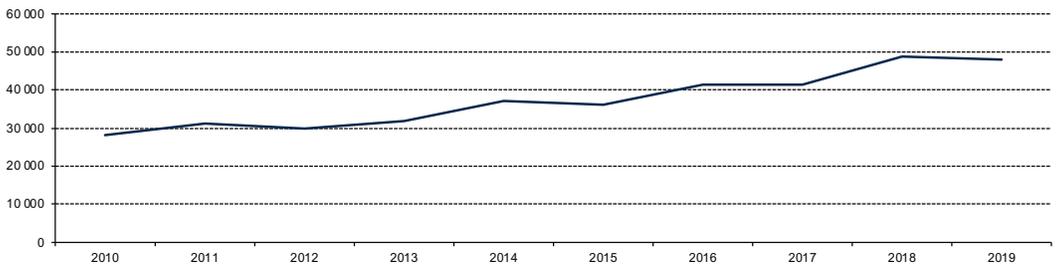
Évolution du prix moyen au m² d'une revente immobilière

	2015	2016	2017	2018	2019	Évol. 2018-19	Évol. 2010-19
Prix moyen au m² ⁽¹⁾	36 001	41 401	41 335	48 799	48 151	-1,3%	70,9%

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

Unité : euro

⁽¹⁾ Dont la superficie est connue.

Évolution du prix moyen au m² d'une revente immobilière

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

Unité : euro

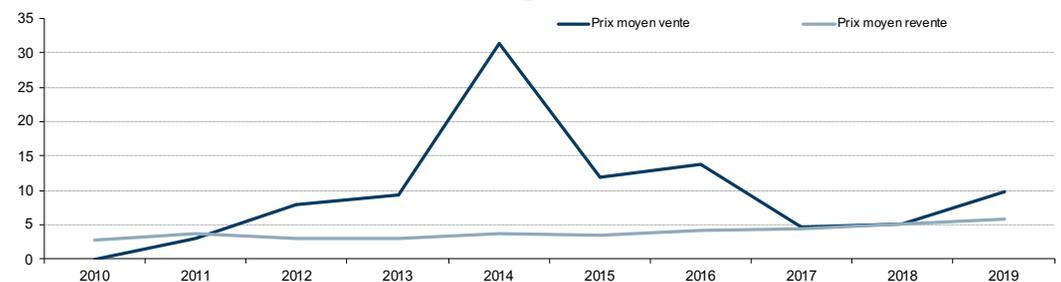
Évolution du prix moyen selon le type de transactions

	2015	2016	2017	2018	2019
Prix moyen vente	11,9	13,7	4,6	5,2	9,7
Prix moyen revente	3,5	4,3	4,5	5,2	5,8

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

Unité : million d'euros

Évolution du prix moyen selon le type de transactions



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

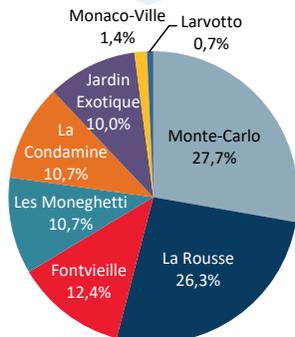
Unité : million d'euros

3 | ÉCONOMIE

3.10. Marché de l'immobilier

3.10.5. Reventes immobilières par quartier

Répartition du nombre de reventes par quartier en 2019



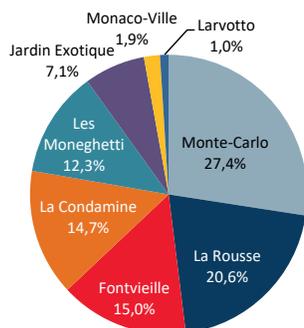
Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

Évolution du nombre de reventes par quartier

NOMBRE	2015	2016	2017	2018	2019
Monte-Carlo	159	150	117	157	119
La Rousse	162	141	109	114	113
Fontvieille	45	48	38	44	53
Les Moneghetti	33	59	26	37	46
La Condamine	42	45	43	33	46
Jardin Exotique	51	60	51	46	43
Monaco-Ville	16	13	17	15	6
Larvotto	1	4	5	5	3
Total	509	520	406	451	429

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

Répartition du montant des reventes par quartier en 2019



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

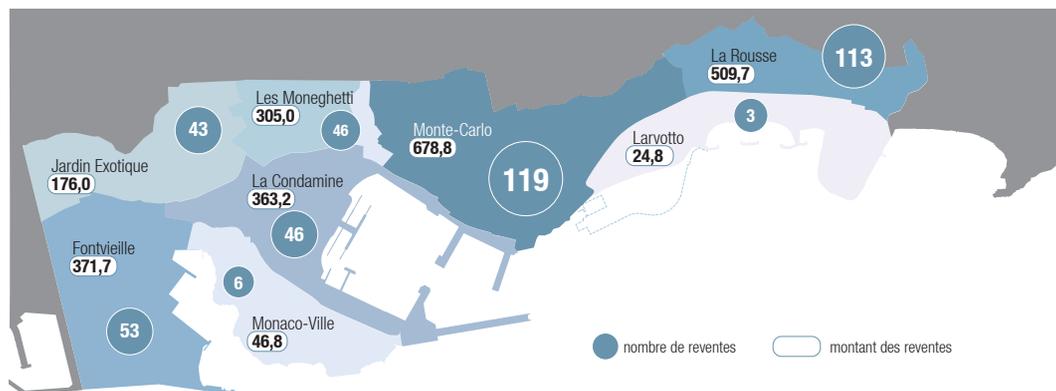
Évolution du montant des reventes par quartier

MONTANT	2015	2016	2017	2018	2019
Monte-Carlo	574,2	756,2	638,0	950,2	678,8
La Rousse	525,4	459,4	447,9	597,8	509,7
Fontvieille	189,9	279,3	158,7	235,1	371,7
La Condamine	189,0	195,4	160,5	150,5	363,2
Les Moneghetti	150,4	329,4	119,9	140,7	305,0
Jardin Exotique	131,7	146,2	205,3	137,9	176,0
Monaco-Ville	25,6	21,0	28,6	42,2	46,1
Larvotto	6,7	25,7	73,0	73,0	24,8
Total	1 793,0	2 212,7	1 831,8	2 327,4	2 475,4

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

Unité : million d'euros

Répartition du montant et du nombre des reventes par quartier en 2019



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

Unités : nombre et million d'euros

3.10. Marché de l'immobilier

3.10.6. Transactions Immobilières Hors Habitation

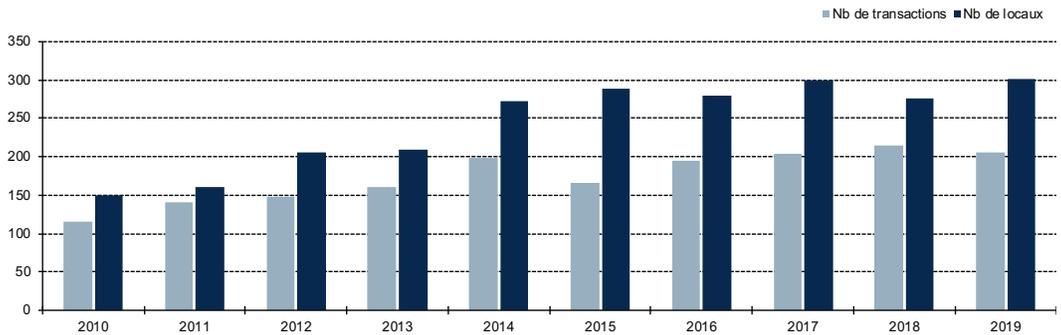
Les transactions portent sur des locaux « anciens » ou considérés comme tels dès lors qu'ils sont sortis du champ d'application de la T.V.A. immobilière (il s'agit en général de locaux dont la date d'achèvement remonte à plus de cinq ans).

Évolution du nombre de transactions et de locaux selon la nature des biens

	2015		2016		2017		2018		2019	
	transactions	locaux								
Locaux professionnels	40	58	49	65	55	94	38	52	50	84
Chambres de personnels	11	16	15	23	16	17	31	33	13	13
Caves	24	29	35	42	43	54	41	48	34	40
Parkings	91	186	96	149	90	135	105	144	109	164
Total	166	289	195	279	204	300	215	277	206	301

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

Évolution du nombre de transactions et de locaux



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

DEFINITION :

Bien immobilier : Un bien immobilier est un bien qui ne peut être déplacé. Cela peut concerner un terrain nu (c'est-à-dire sans la moindre construction), un bâtiment ou une partie de bâtiment qu'il soit à usage d'habitation, de bureau, de stockage, industriel ou encore à usage mixte.

3.11. Numérique

Le numérique, selon le périmètre retenu par l'Insee, rassemble les activités suivantes :

- Les TIC, technologies de l'information et de la communication incluant la production, vente et les services associés à ces technologies;
- La Publicité et Communication, avec les activités de design et photographiques;
- Les Contenus et supports comme les productions cinéma, vidéo, la télévision ainsi que la programmation et diffusion de contenu;
- Les Autres technologies numériques telles que la fabrication d'instruments scientifiques.

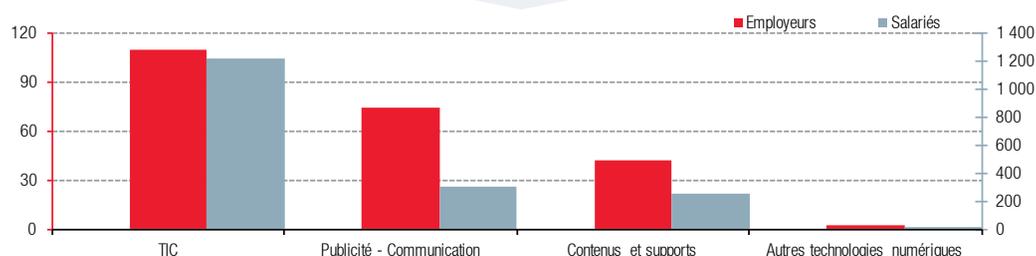
Il n'inclut ni le commerce de détail et de réparation, ni les entreprises qui utilisent le numérique comme les sites de vente en ligne.

Nombre de salariés et d'employeurs selon le groupe d'activité en 2019

	Employeurs		Salariés		
	Nb	Variation 2018-19	Nb	Variation 2018-19	Poids
TIC	109	6,9%	1 219	9,0%	68,0%
Publicité - Communication	74	4,2%	307	11,3%	17,1%
Contenus et supports	42	0,0%	250	-1,7%	14,0%
Autres technologies numériques	2	0,0%	16	14,1%	0,9%
Total Numérique	227	4,6%	1 792	7,8%	100%
Total en Principauté	6 182	1,1%	53 091	2,9%	

Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Nombre de salariés et d'employeurs selon le groupe d'activité en 2019



Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

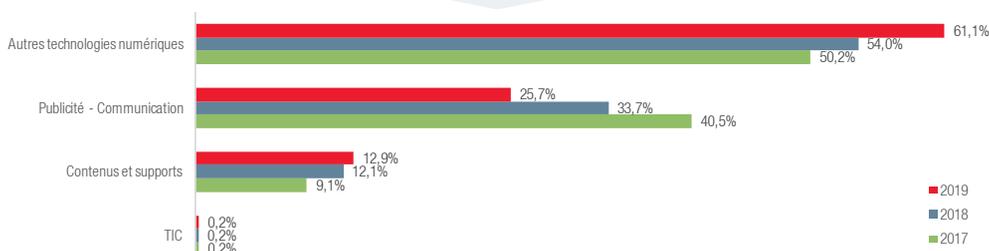
Evolution du chiffre d'affaires (CA) selon le groupe d'activité

	2017	2018	2019	Variation 2018-19
TIC	469,1	461,2	470,9	2,1%
Contenus et supports	378,3	287,4	198,2	-31,0%
Publicité - Communication	85,0	102,9	99,6	-3,1%
Autres technologies numériques	2,3	2,0	1,9	-7,0%
Total CA Numérique	934,7	853,5	770,6	-9,7%
CA global de la Principauté hors Activités financières et d'assurance	13 763,4	14 443,7	14 659,4	1,5%

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

Unité : million d'euros

Evolution de la répartition du CA selon le groupe d'activité



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

3.12. Tourisme

3.12.1. Secteur hôtelier

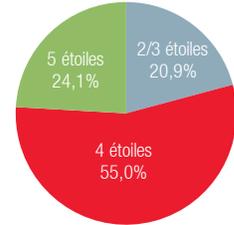
Les données, sauf mention contraire, concernent l'année 2019. L'Hôtel Miramar était en travaux en 2019.

Capacité hôtelière selon la catégorie en 2019

	Nombre d'hôtels	Nombre de chambres	Nombre de lits	Nuitées chambres disponibles	Nuitées chambres occupées
2/3 étoiles	4	437	1 153	159 115	112 717
4 étoiles	4	1 381	3 043	504 065	340 866
5 étoiles	4	651	1 332	231 535	136 099
Total	12	2 469	5 528	894 715	589 682

Sources : Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

Répartition du nombre de lits selon la catégorie en 2019



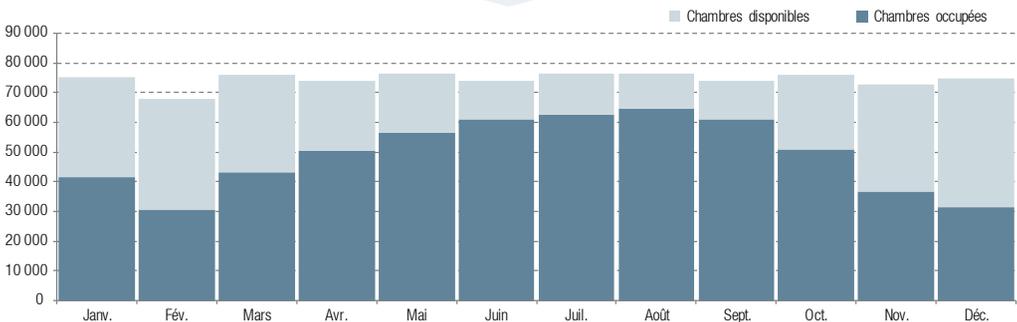
Sources : Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

Taux occupation des hôtels selon le mois et la catégorie en 2019

	2/3 étoiles	4 étoiles	5 étoiles	Total	Écart 2018-19
Janvier	65,0%	57,1%	43,1%	55,0%	-4,2%
Février	53,5%	47,5%	33,1%	45,0%	-4,7%
Mars	60,6%	58,3%	51,2%	56,9%	1,4%
Avril	72,1%	69,6%	62,2%	68,1%	-3,5%
Mai	79,3%	76,6%	65,0%	74,0%	5,5%
Juin	83,9%	84,3%	76,3%	82,2%	0,3%
Juillet	83,4%	83,2%	77,3%	81,7%	1,7%
Août	85,2%	85,3%	81,1%	84,2%	-2,1%
Septembre	85,0%	84,5%	76,0%	82,4%	0,7%
Octobre	76,4%	66,1%	62,4%	67,0%	1,3%
Novembre	56,4%	54,6%	35,6%	50,2%	-1,3%
Décembre	47,3%	43,1%	34,6%	41,7%	-3,7%
Annuel	70,8%	67,6%	58,8%	65,9%	-0,7%

Sources : Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

Occupation des hôtels selon le mois en 2019



Sources : Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

DEFINITIONS :

Nuitées chambres : Nombre de nuits consécutives passées dans une unité d'hébergement (chambre d'hôtel). Exemple : deux personnes séjournant trois nuits dans un hôtel comptent pour 6 nuitées personnes, 2 arrivées et 3 nuitées chambres.

Taux occupation : Rapport entre le nombre de chambres disponibles et le nombre de chambres occupées.

3.12. Tourisme

3.12.1. Secteur hôtelier

Évolution des arrivées selon le mois

	Arrivées 2018	Arrivées 2019	Évolution 2018-19
Janvier	24 497	22 493	-8,2%
Février	18 196	17 689	-2,8%
Mars	27 353	29 340	7,3%
Avril	32 115	32 588	1,5%
Mai	32 480	35 123	8,1%
Juin	37 547	41 747	11,2%
Juillet	41 229	42 240	2,5%
Août	42 781	41 531	-2,9%
Septembre	36 993	35 042	-5,3%
Octobre	31 047	32 730	5,4%
Novembre	23 304	25 568	9,7%
Décembre	22 037	21 401	-2,9%
Total	369 579	377 493	2,1%

Unité : arrivée personne

Sources : Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

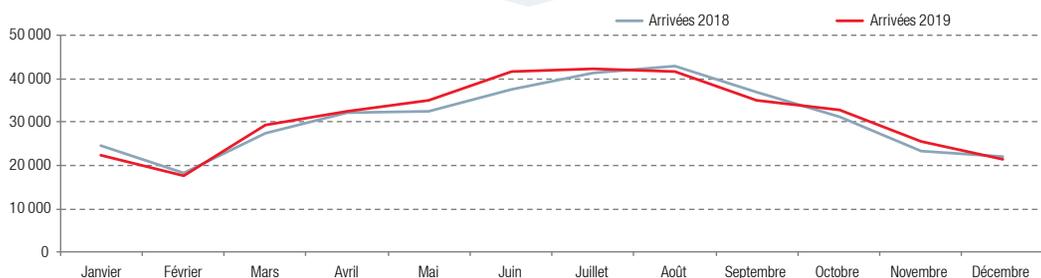
Évolution des nuitées selon le mois

	Nuitées 2018	Nuitées 2019	Évolution 2018-19
Janvier	59 236	59 272	0,1%
Février	46 282	43 922	-5,1%
Mars	59 019	61 701	4,5%
Avril	81 738	80 445	-1,6%
Mai	80 795	88 351	9,4%
Juin	90 772	98 971	9,0%
Juillet	109 240	110 711	1,3%
Août	119 950	119 204	-0,6%
Septembre	89 380	88 766	-0,7%
Octobre	69 599	74 077	6,4%
Novembre	51 379	56 004	9,0%
Décembre	50 743	49 057	-3,3%
Total	908 132	930 481	2,5%

Unité : nuitée personne

Sources : Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

Saisonnalité des arrivées



Sources : Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

Unité : arrivée personne

Durée moyenne de séjour selon le mois en 2019

Durée moyenne de séjour		Durée moyenne de séjour	
Janvier	2,6	Juillet	2,6
Février	2,5	Août	2,9
Mars	2,1	Septembre	2,5
Avril	2,5	Octobre	2,3
Mai	2,5	Novembre	2,2
Juin	2,4	Décembre	2,3
Total	2,5		

Sources : Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

Unité : jour

DEFINITIONS :

Arrivées personnes : Nombre de personnes qui passent une ou plusieurs nuits consécutives dans un hébergement.

Nuitées personnes : Nombre de nuits consécutives passées par une personne dans un hébergement. Exemple : deux personnes séjournant trois nuits dans un hôtel comptent pour 6 nuitées personnes, 2 arrivées et 3 nuitées chambres.

Durée moyenne de séjour : Rapport entre les arrivées et les nuitées, exprimé en jours.

3.12. Tourisme

3.12.1. Secteur hôtelier

Saisonnalité des arrivées selon la nationalité en 2019

	Français et Monégasques	Autres nationalités
Janvier	6 326	16 167
Février	5 632	12 057
Mars	10 877	18 464
Avril	6 625	25 963
Mai	6 948	28 175
Juin	8 388	33 360
Juillet	6 784	35 456
Août	7 896	33 635
Septembre	6 964	28 078
Octobre	9 216	23 514
Novembre	8 573	16 995
Décembre	6 463	14 938
Total	90 692	286 801

Unité : arrivée personne

Sources : Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

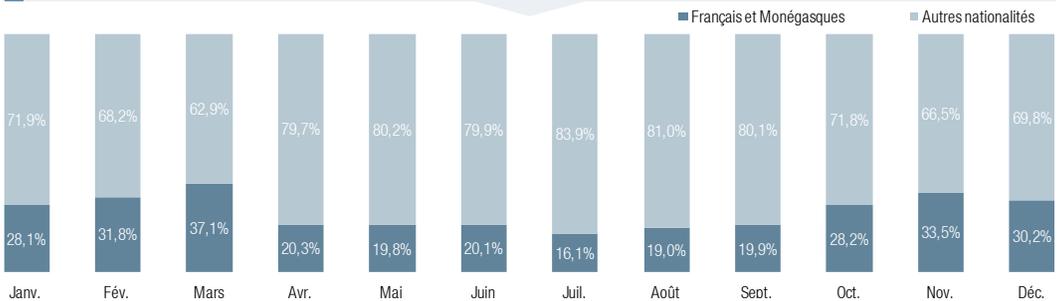
Classement des arrivées selon la nationalité en 2019

	Arrivées	Poids
Français	83 877	22,2%
Italiens	47 021	12,5%
Britanniques	43 211	11,4%
Américains	37 709	10,0%
Allemands	15 004	4,0%
Russes	14 177	3,8%
Suisses	13 291	3,5%
Monégasques	6 815	1,8%
Belges	6 370	1,7%
Chinois	5 871	1,6%
Espagnols	5 685	1,5%
Néerlandais	5 610	1,5%
Canadiens	5 056	1,3%
Australiens	4 615	1,2%
Ukrainiens	4 288	1,1%

Unité : arrivée personne

Sources : Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

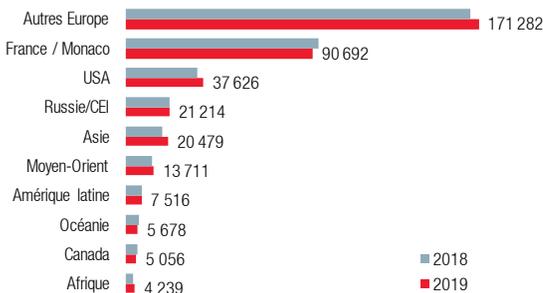
Répartition des arrivées selon le mois et la nationalité en 2019



Sources : Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

Unité : arrivée personne

Évolution des arrivées selon la zone géographique



Sources : Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

Unité : arrivée personne

Durée moyenne de séjour
selon la zone géographique en 2019

Zone géographique	Durée Moyenne de séjour
France / Monaco	2,0
Asie	2,6
Océanie	2,2
Amérique latine	2,5
USA	2,5
Canada	2,4
Union européenne	2,4
Moyen-Orient	3,0
Afrique	2,7
Russie/CEI	3,4
Total	2,5

Sources : Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

Unité : jour

DEFINITIONS :

Arrivées personnes : Nombre de personnes qui passent une ou plusieurs nuits consécutives dans un hébergement.**Nuitées personnes** : Nombre de nuits consécutives passées par une personne dans un hébergement. Exemple : deux personnes séjournant trois nuits dans un hôtel comptent pour 6 nuitées personnes, 2 arrivées et 3 nuitées chambres.**Durée moyenne de séjour** : Rapport entre les arrivées et les nuitées, exprimé en jours.

3.12. Tourisme

3.12.2. Structures d'accueil pour tourisme d'affaires

Principales structures d'accueil selon leur capacité et leur surface

Établissements	Capacités d'accueil maximales (en nombre de personnes)	Surfaces totales (en m ²)
Grimaldi Forum ⁽¹⁾ dont :	3 000 / 4 000	35 000
Espaces d'exposition	n.d.	6 751
Espaces de restauration	1 560	1 980
Hall - Verrière	n.d.	1 700
Salles de Réunions - Auditoriums	3 000	1 605
Esplanade	n.d.	1 500
Salles de Commissions et foyers	3 100	1 256
Espace Fontvieille (chapiteau et extensions)	3 800	4 500
Auditorium Rainier III	1 500	3 500
Espace Léo Ferré	2 082	2 000
Sporting Monte Carlo (uniquement spectacles) dont :	1 650	1 563
Salle des Etoiles	950	973
Salle des Palmiers	700	590
One Monte-Carlo	900	1 500
Le Salon Bellevue	350	495
Total	n.a.	48 558

Sources : Direction du Tourisme et des Congrès, S.B.M, Auditorium Rainier III

⁽¹⁾ Le Grimaldi Forum dispose de trois salles de réunion (la Salle des Princes, la Salle Prince Pierre et la Salle Camille Blanc), de onze salles de commissions, six espaces d'exposition (Espace Ravel, Espace Diaghilev, Esplanade Princesse Grace, la Grande Verrière, les foyers des auditoriums et des salles de commissions).

Structures d'accueil du parc hôtelier selon le nombre d'espaces et leur surface

En complément des infrastructures de congrès, de nombreux hôtels (Fairmont Monte Carlo, Novotel, Métropole Monte Carlo, Méridien Beach Plaza, Monte Carlo Bay, Columbus...) mettent à la disposition de leurs clients des espaces aménagés pour des congrès, séminaires, et autres évènements.

Établissements	Nombre d'espaces d'accueil	Surfaces totales (en m ²)
Fairmont Monte-Carlo	13	3 277
Méridien Beach Plaza/Sea Club	14	3 000
Monte-Carlo Bay	15	1 340
Hôtel Hermitage	17	1 310
Hôtel de Paris	7	870
Monte-Carlo Beach	1	503
Métropole	6	434
Novotel	15	246
Columbus	1	152
Total	89	11 132

Source : Direction du Tourisme et des Congrès

3.12.3. Croisières

Saisonnalité du nombre de passagers en croisière selon la catégorie en 2019

	Janv.	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
Contemporain	-	-	-	-	3 601	3 095	1 728	1 723	1 530	623	1 138	-	13 438
Premium	-	-	-	2 708	6 113	19 436	20 179	17 551	10 219	10 171	3 758	2 262	92 397
Luxe	-	916	3 645	6 314	13 006	7 847	8 386	9 109	5 773	14 060	5 729	1 816	76 601
Total	0	916	3 645	9 022	22 720	30 378	30 293	28 383	17 522	24 854	10 625	4 078	182 436

Sources : Société d'Exploitation des Ports de Monaco, Direction du Tourisme et des Congrès

Évolution du nombre de passagers en croisière



Sources : Société d'Exploitation des Ports de Monaco, Direction du Tourisme et des Congrès

Saisonnalité du nombre d'escales selon la catégorie en 2019

	Janv.	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
Contemporain	0	0	0	0	2	2	1	1	1	1	1	0	9
Premium	0	0	0	1	5	9	10	7	6	7	4	1	50
Luxe	0	1	4	6	20	12	12	12	8	16	6	2	99
Total	0	1	4	7	27	23	23	20	15	24	11	3	158

Sources : Société d'Exploitation des Ports de Monaco, Direction du Tourisme et des Congrès

Évolution du nombre d'escales



Sources : Société d'Exploitation des Ports de Monaco, Direction du Tourisme et des Congrès

Évolution de l'origine des croisiéristes

	2015	2016	2017	2018	2019
Union européenne (UE)	157 641	89 023	82 458	66 543	61 952
USA et Canada	71 172	70 454	62 139	82 164	94 837
Afrique, Asie et Océanie	19 448	15 823	14 014	14 195	17 761
Europe hors UE	4 203	3 151	2 424	1 983	2 339
Amériques du Sud et Centrale	3 495	4 098	5 049	4 388	5 547
Total	255 959	182 549	166 084	169 273	182 436

Sources : Société d'Exploitation des Ports de Monaco, Direction du Tourisme et des Congrès

3.13. Commerce extérieur

3.13.1. Échanges commerciaux

Compte-tenu de l'Union Douanière entre la France et la Principauté de Monaco, les échanges de biens et services entre les deux pays ne font pas l'objet de formalités douanières. Les données présentées concernent UNIQUEMENT les échanges entre la Principauté de Monaco et le reste du monde, hors France.

Évolution des échanges

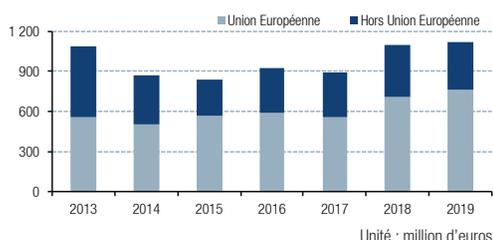
	2015	2016	2017	2018	2019
Exportations et livraisons	841,2	926,8	888,9	959,2	1 116,2
% export UE ⁽¹⁾	67,1%	63,7%	63,1%	59,7%	68,8%
Importations et acquisitions	1 208,2	1 366,8	1 583,0	2 028,5	2 407,0
% import UE	59,3%	56,6%	62,2%	50,9%	60,9%

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

Unité : million d'euros

⁽¹⁾ Union européenne à 28 hors France.

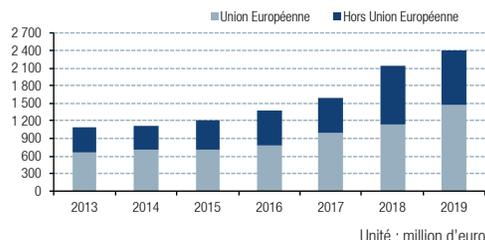
Évolution du montant des exportations selon l'origine géographique



Unité : million d'euros

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

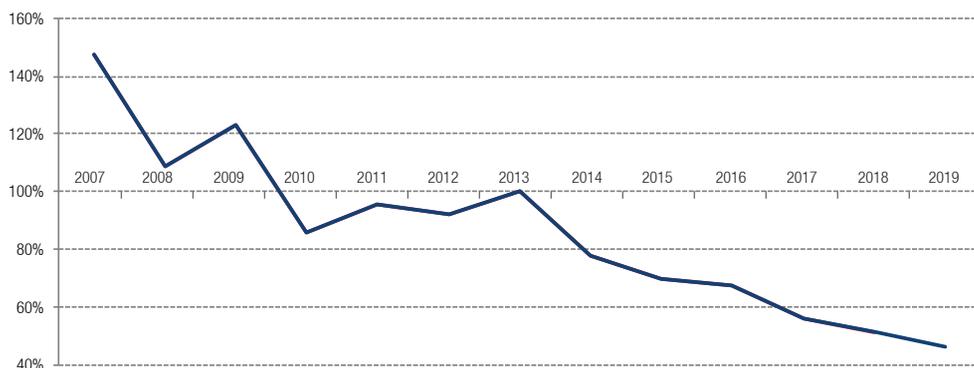
Évolution du montant des importations selon l'origine géographique



Unité : million d'euros

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

Évolution du taux de couverture



Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

DEFINITION :

Taux de couverture : Il s'agit du rapport entre les Exportations et les Importations exprimé en pourcentage. En cas d'excédent, celui-ci sera supérieur à 100, et inversement en cas de déficit.

3.13. Commerce extérieur

3.13.2. Échanges commerciaux par famille de produits (A17)

Évolution des exportations par famille de produits

Code	Type de produits	2018	2019	Evol	Poids
C5	Fabrication d'autres produits industriels	587,4	583,2	-0,7%	52,2%
C3	Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques - fabrication de machines	102,7	199,7	94,5%	17,9%
C4	Fabrication de matériels de transport	156,4	124,6	-20,3%	11,2%
C1	Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	113,9	101,5	-10,9%	9,1%
RU	Autres activités de services	87,4	62,1	-28,9%	5,6%
AZ	Agriculture, sylviculture et pêche	41,4	38,1	-7,9%	3,4%
DE	Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	6,6	3,7	-43,8%	0,3%
C2	Cokéfaction et raffinage	0,2	2,2	858,4%	0,2%
JZ	Information et communication	1,6	1,0	-41,9%	0,1%
MN	Activités scientifiques et techniques - services administratifs et de soutien	0,0	0,0	-	0,0%
Total		1 097,8	1 116,2	1,7%	100%

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

Unité : million d'euros

Évolution des importations par famille de produits

Code	Type de produits	2018	2019	Evol	Poids
C5	Fabrication d'autres produits industriels	1 171,4	1 217,0	3,9%	50,6%
C3	Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques - fabrication de machines	294,7	507,7	72,2%	21,1%
C4	Fabrication de matériels de transport	376,9	501,0	32,9%	20,8%
C1	Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	111,4	97,6	-12,4%	4,1%
RU	Autres activités de services	140,0	47,9	-65,8%	2,0%
AZ	Agriculture, sylviculture et pêche	35,5	24,6	-30,6%	1,0%
DE	Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	4,6	9,5	107,8%	0,4%
C2	Cokéfaction et raffinage	1,4	1,6	15,2%	0,1%
JZ	Information et communication	0,1	0,1	80,2%	0,0%
MN	Activités scientifiques et techniques - services administratifs et de soutien	0,0	0,0	-	0,0%
Total		2 135,9	2 407,0	12,7%	100%

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

Unité : million d'euros

3.13.3. Balance commerciale

Évolution de la balance commerciale



Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

Unités : million d'euros

Évolution de la balance commerciale selon la zone économique

	2015	2016	2017	2018	2019
UE ⁽¹⁾	-152,5	-183,8	-423,7	-425,7	-697,2
Hors UE	-214,6	-256,1	-270,4	-612,4	-593,6
Total	-367,1	-439,9	-694,1	-1 069,3	-1 290,8

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

Unité : million d'euros

⁽¹⁾ Union européenne à 28 hors France

DEFINITION :

Balance commerciale : Il s'agit de la somme des exportations /livraisons auxquelles on retranche la somme des importations / acquisitions

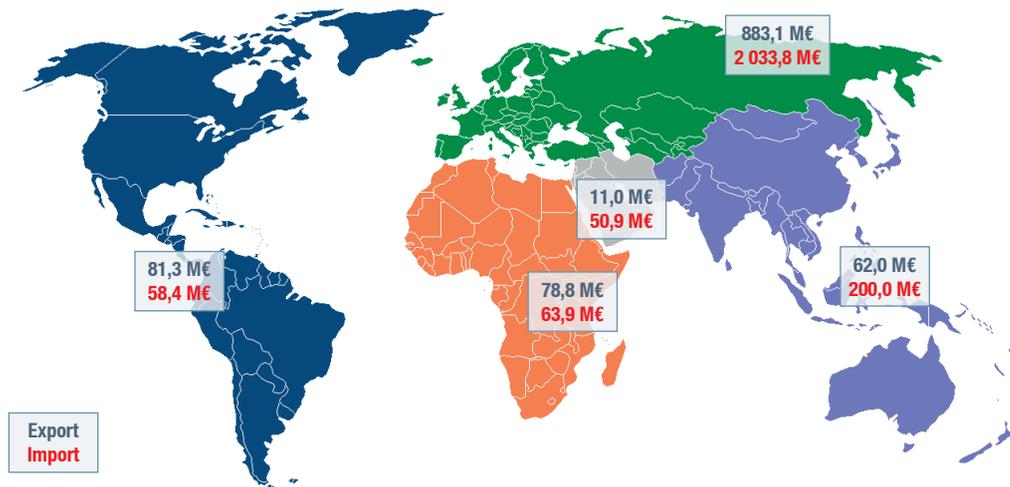
3 | ÉCONOMIE

3.13. Commerce extérieur

3.13.4. Échanges commerciaux par zone géographique

Le découpage géographique est celui utilisé par la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France).

Répartition géographique des échanges commerciaux en 2019



Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

Évolution des exportations selon la zone géographique

	2015	2016	2017	2018	2019	Poids
Europe	644,5	723,9	707,7	846,4	883,1	79,1%
Amérique	32,2	38,9	34,6	70,3	81,3	7,3%
Afrique	87,5	85,3	113,8	112,6	78,8	7,1%
Asie	55,2	64,7	61,9	52,9	62,0	5,6%
Proche et Moyen-Orient	21,9	14,0	13,3	15,7	11,0	1,0%
Total	841,2	926,8	931,2	1 097,8	1 116,2	100%

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

Unité : million d'euros

Évolution des importations selon la zone géographique

	2015	2016	2017	2018	2019	Poids
Europe	898,6	1 102,7	1 326,3	1 699,4	2 033,8	84,5%
Asie	133,4	143,2	146,0	197,0	200,0	8,3%
Afrique	46,5	43,8	49,3	64,6	63,9	2,7%
Amérique	123,7	69,5	95,0	145,5	58,4	2,4%
Proche et Moyen-Orient	6,0	7,6	7,7	29,5	50,9	2,1%
Total	1 208,2	1 366,8	1 624,4	2 135,9	2 407,0	100%

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

Unité : million d'euros

3.13. Commerce extérieur

3.13.5. Échanges commerciaux par pays

Classement des 20 premiers clients

	2018	2019	Poids	Variation
Italie	140,1	202,0	18,1%	18,1%
Allemagne	149,9	150,8	13,5%	13,5%
Royaume-Uni	118,9	101,8	9,1%	9,1%
Suisse	117,7	100,9	9,0%	9,0%
Espagne	96,9	81,6	7,3%	7,3%
États-Unis (EUAN)	62,5	71,0	6,4%	6,4%
Belgique	40,1	57,4	5,1%	5,1%
Hong Kong	33,4	40,0	3,6%	3,6%
Pays-Bas	26,1	31,3	2,8%	2,8%
Pologne	16,3	21,0	1,9%	1,9%
Algérie	27,1	20,0	1,8%	1,8%
Suède	20,2	18,4	1,7%	1,7%
Autriche	13,3	17,5	1,6%	1,6%
Tunisie	20,0	16,0	1,4%	1,4%
Portugal	20,2	15,9	1,4%	1,4%
Tchèque (République)	4,9	10,9	1,0%	1,0%
Roumanie	8,2	8,4	0,8%	0,8%
Chine	4,0	8,3	0,7%	0,7%
Luxembourg	4,3	6,0	0,5%	0,5%
Bulgarie	2,4	5,8	0,5%	0,5%
Autres	171,2	131,1	11,7%	11,7%
Total	1 097,8	1 116,2	100%	1,7%

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE
Unité : millions d'euros

Classement des 20 premiers fournisseurs

	2018	2019	Poids	Variation
Italie	585,8	816,0	33,9%	39,3%
Suisse	398,8	397,3	16,5%	-0,4%
Allemagne	203,5	212,9	8,8%	4,7%
Royaume-Uni	97,7	156,8	6,5%	60,5%
Belgique	78,5	77,8	3,2%	-0,9%
Chine	49,3	68,1	2,8%	38,3%
Espagne	44,4	44,2	1,8%	-0,3%
Tchèque (République)	12,1	43,8	1,8%	263,3%
Slovaquie	47,9	42,0	1,7%	-12,3%
États-Unis (EUAN)	119,8	39,5	1,6%	-67,0%
Tunisie	38,1	37,0	1,5%	-2,7%
Israël	19,7	26,4	1,1%	33,9%
Hong Kong	23,0	23,6	1,0%	2,8%
Japon	16,6	18,0	0,7%	8,6%
Viêt Nam	14,7	16,2	0,7%	9,8%
Taiwan	5,7	14,6	0,6%	155,8%
Liban	5,3	12,3	0,5%	130,6%
Thaïlande	5,2	12,1	0,5%	132,4%
Inde	14,5	12,0	0,5%	-17,0%
Pays-Bas	11,1	11,5	0,5%	3,3%
Autres	344,4	324,6	13,5%	-5,8%
Total	2 135,9	2 407,0	100%	12,7%

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE
Unité : millions d'euros

3.13.6. Convention de Washington – Espèces CITES

La Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction a pour objet de protéger les espèces sauvages d'une surexploitation commerciale responsable en partie du déclin de la biodiversité mondiale. Cette Convention, signée à Washington le 3 mars 1973, est plus connue par son acronyme CITES. La Principauté de Monaco est Partie à cette Convention depuis le 18 juillet 1978 (Convention rendue exécutoire à Monaco par l'Ordonnance Souveraine n° 6.292 du 23 juin 1978). La mise en œuvre de ce dispositif repose entre autres sur la délivrance de permis CITES assurant la traçabilité et permettant le contrôle des transactions concernant ces espèces. Au 31 décembre 2019, 183 pays appliquent la CITES.

Sur la période 2007-2019, la Direction de l'Environnement a délivré 94797 documents CITES. Le graphique ci-après présente le nombre de permis émis chaque année pour cette période.

Évolution du nombre de documents CITES émis



Source : Direction de l'Environnement